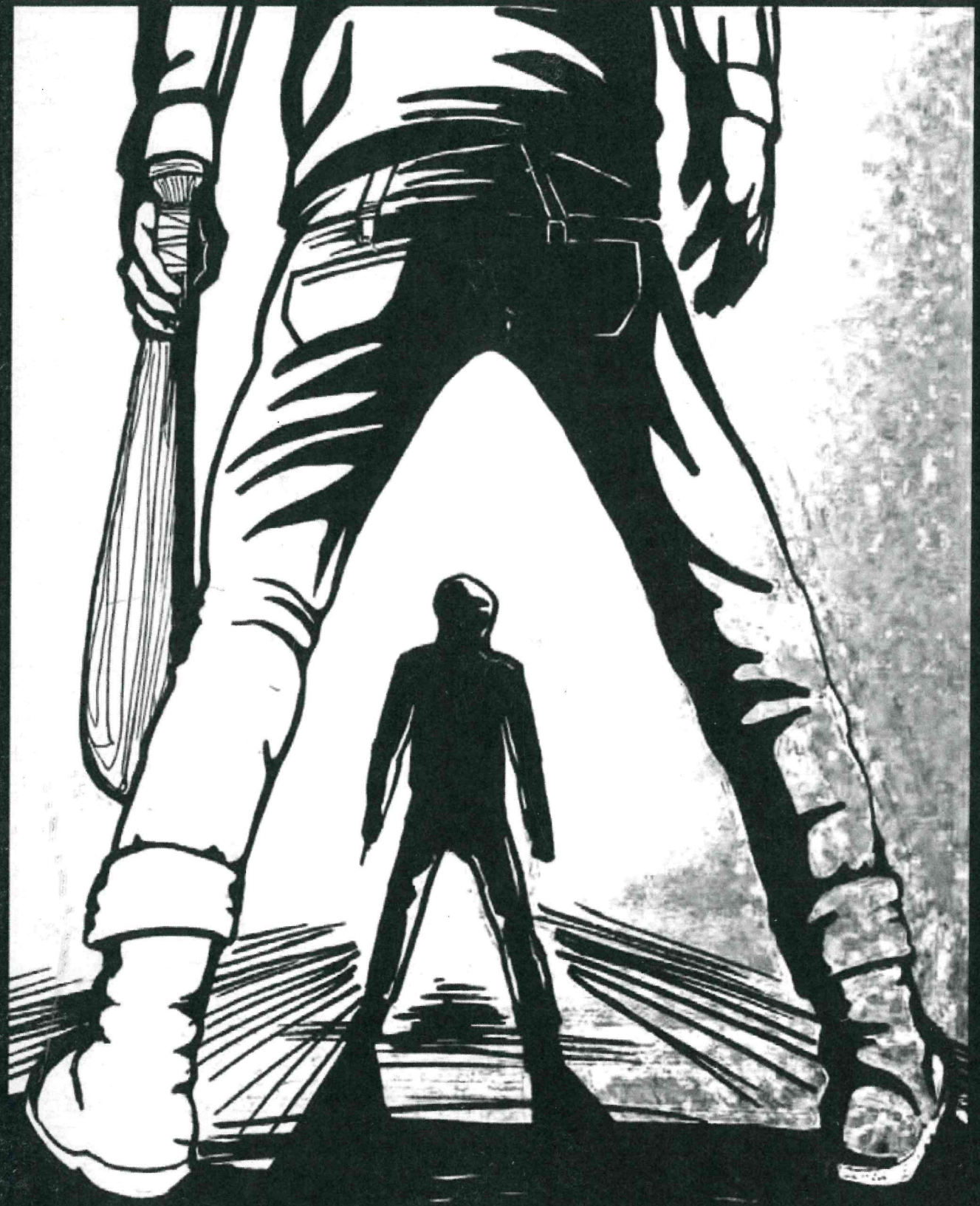
CASSE SOCIALE

FANZINE DES REDS AND ANARCHIST SKINHEADS DE MONTRÉAL

NUMERO 8 - MAI 2013

ACTION DIRECTE - ACTUALITÉS - CRITIQUES - SECTION MONTREAL SISTERHOOD



VIOLENCE IN OUR MINDS

CASSE SOCIALE

Le fanzine Casse Sociale est l'outil principal de propagande du chapitre montréalais de Red and Anarchist Skinheads (RASH). Casse sociale supporte la scène alternative locale et internationale, présente et critique l'actualité politique et musicale d'un point de vue révolutionnaire et populaire tout en faisant la promotion de nos valeurs d'extrême gauche.

RASH

Le RASH est un regroupement autonome de skinheads s'identifiant à la gauche radicale et à ses idéaux progressistes d'égalité, de fraternité et de solidarité. Le RASH rassemble donc des communistes, des socialistes et des anarchistes qui mettent de côté leurs divergences idéologiques afin de lutter ensemble pour plus de justice sociale, et ce, par tous les moyens nécessaires.

Ce numéro du Casse Sociale sort suite à une période d'ébullition politique incroyable. Le Québec aura vu surgir sur la place publique beaucoup de débats politiques qui mériteraient bien plus d'attention que ne leurs a laissé les médias de masses; force est de croire que si les mouvements populaires que nous avons tous et toutes créés ensemble n'avaient pas été là, ils ne leurs en auraient donné aucune. Démocratie directe, polarisation droite-gauche, ressources naturelles, marchandisation de l'éducation, privatisation, pauvreté, corruption, redistribution des richesses et bien d'autres. Un de ces débats à su attirer l'attention de notre organisation. Ce débat portait plutôt sur les moyens d'actions. Nous tenons donc ici à réaffirmer notre appui aux principes défendus par tant de militant(e)s ces derniers mois, soit la diversité des tactiques, l'organisation en démocratie participative, les luttes populaires et, surtout, l'action directe.

"L'intimidation et la violence" tant critiqués par nos politiciens étaient rarement écartés de leurs propres stratégies politiques ou répressives. Ils ne voulaient que discréditer le mouvement en diabolisant la violence, mais nous croyons que l'intimidation et la violence font et feront toujours parties de la société. Nous n'écartons aucun moyen d'action afin de combattre l'extrême-droite ; nous sommes skinheads, anarchistes, communistes, syndicalistes, nous sommes d'extrême-gauche et nous sommes antifascistes. Nous pensons donc avoir un rapport particulier avec l'intimidation et la violence, avec l'action directe, et voulions contribuer aux réflexions collectives à notre manière.

Par cette parution, nous espérons à la fois participer aux réflexions collectives et favoriser la réflexion politique au sein de notre propre milieu : les contre-cultures montréalaises. Ce milieu, d'où nous sommes issu(e)s, est très important pour nous et nous tenons à le garder clair politiquement ; la droite, l'homophobie, le sexisme et le racisme n'ont pas leur place au sein de cultures qui s'opposent à l'ordre social établi, qui sont elles-mêmes victimes de toutes sortes de préjugés et qui concernent généralement des personnes provenant des classes défavorisées. Mais ces idées se retrouvent tout de même très souvent dans nos salles de concerts ou dans nos cercles sociaux, c'est pourquoi il ne faut pas les laisser s'enraciner en montrant que nous ne tolérerons pas ces idées et que l'action directe (ou l'intimidation et la violence pour les intimes) fera ses preuves. D'ailleurs, ses preuves sont déjà faites et nous tenterons en parti de le démontrer.

Merci également aux groupes de musique Union Made, Scab Coma et Mayday qui ont accepté de participer à notre concert bénéfice au mois de juillet et aux djs Queens Spitt et Querma Brother qui ont animé la soirée reggae du mois d'octobre. Merci aussi à la coopérative des Katacombes et au bar l'Hémisphère Gauche pour nous avoir accueilli lors de ces deux soirées. Merci aux groupes qui ont milité à nos côtés contre le fascisme et le capitalisme: la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes, les SkinHeads Against Racial Predjudice section Montréal et Québec, l'Anti Raciste-Action, le Montreal Sisterhood, le NTFA-crew, le Collectif Opposé à la Brutalité Policière, les anars de la Belle Époque, l'Union des Communistes Libertaire, le Parti Communiste Révolutionnaire, le comité Libertad, le journal l'Unité et tous les autres que nous aurions pu oublier (toutes nos excuses!). Nous tenons aussi à saluer les Sorcières, plus de 10ans de luttes déjà, continuez le combat! Et bienvenu aux camarades du Front Commun: Love Football, Hate Racism!

RED & ANARCHIST SKINHEADS

SOMMAIRE

ACTUALITÉS p.3

DOSSIER ACTION DIRECTE p. 18

SECTION MONTREAL SISTERHOOD p. 25

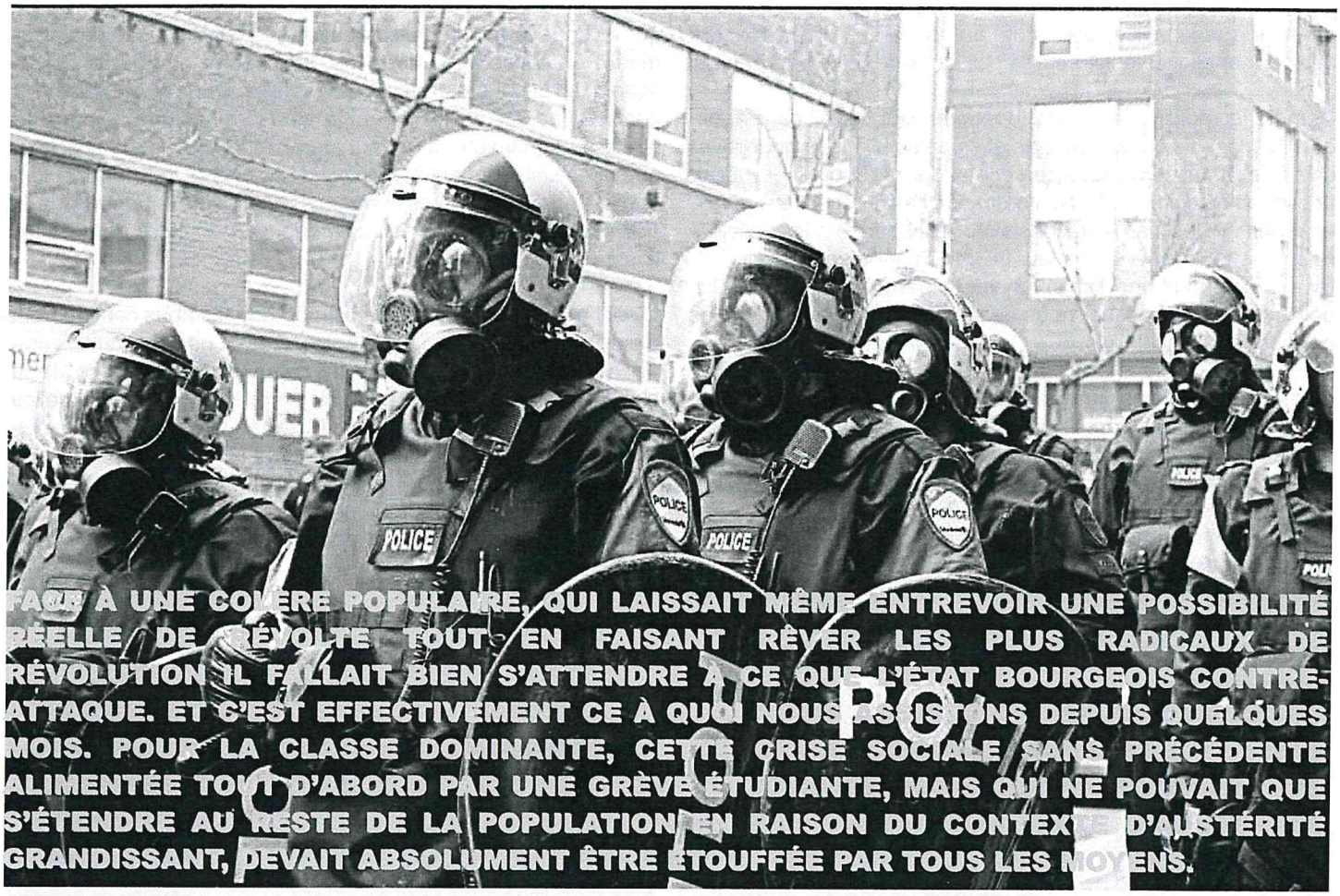
ENTREVUE MISANDO p. 35

Y A PAS QUE LA Oï HK ET LES SALTIMBANKS p. 36

SPORTS p. 39

CRTIIQUES p. 40

LA POLICE AU SERVICE DES RICHES



FACE À UNE COLÈRE POPULAIRE, QUI LAISSAIT MÊME ENTREVOIR UNE POSSIBILITÉ RÉELLE DE RÉVOLTE TOUT EN FAISANT RÊVER LES PLUS RADICAUX DE RÉVOLUTION IL FALLAIT BIEN S'ATTENDRE À CE QUE L'ÉTAT BOURGEOIS CONTRE-ATTAQUE. ET C'EST EFFECTIVEMENT CE À QUOI NOUS ASSISTONS DEPUIS QUELQUES MOIS. POUR LA CLASSE DOMINANTE, CETTE CRISE SOCIALE SANS PRÉCÉDENTE ALIMENTÉE TOUT D'ABORD PAR UNE GRÈVE ÉTUDIANTE, MAIS QUI NE POUVAIT QUE S'ÉTENDRE AU RESTE DE LA POPULATION EN RAISON DU CONTEXTE D'AUSTÉRITÉ GRANDISSANT, DEVAIT ABSOLUMENT ÊTRE ÉTOUFFÉE PAR TOUS LES MOYENS.

C'est pourquoi il y a eu des élections afin de donner une idée de changement et de règlement du conflit. Ainsi, les diverses fractions de la bourgeoisie pouvaient s'opposer sur quelques points afin de donner la fausse impression aux gens qu'en participant à ce cirque électoral ils avaient une quelconque prise de décision sur la société. Donner l'illusion de quelques petits changements pour retourner au même ordre économique et politique existant.

Sans oublier l'offensive médiatique de cette soi-disant élite bien pensante au service du capital qui martèle sans cesse des opinions qu'ils font faits et vérité pour nous empêcher de nous réveiller, de nous indigner et de nous révolter pour réellement changer les choses. Nous avons pu entendre des aberrations du genre les vrais travailleurs travaillent ils ne manifestent pas ou ceux qui se plaignent sont des enfants gâtés qui ont la bouche pleine. Toujours divisé pour mieux régner et blâmer les victimes du système afin d'épargner les vrais coupables.

Comme ce n'était pas suffisant, la bourgeoisie devait s'assurer de faire taire toute opposition s'exprimant dans la rue, de faire peur à ceux et celles qui voudraient s'y joindre et d'écraser les plus activistes. Le seul moyen pour elle était de renforcer son appareil répressif et policier. Les policiers ont conséquemment appliqué de façon arbitraire, aléatoire et avec brutalité des règlements brimant les droits et libertés.

Plusieurs méthodes, mais ayant toujours le même objectif, soit la consolidation de l'État bourgeois et du capitalisme. Néanmoins, il ne s'agit uniquement que de l'utilisation du plein potentiel de l'État par la classe dominante afin de garder le pouvoir et de garantir sa place hégémonique dans la société. De toute façon, c'est dans la définition même de l'État, appareil au service de la classe dominante, de mettre à la disposition de la classe au pouvoir tous les moyens possibles et nécessaires pour qu'elle puisse étendre et renforcer son pouvoir.

C'est de ce point de vue que nous constatons l'augmentation et le durcissement de mesures répressives et le renforcement du pouvoir policier. Devant le risque de révolte, la bourgeoisie a toujours laissé tomber son masque des libertés démocratiques et instaurés des éléments liberticides, qui peuvent aller jusqu'à une dictature brutale, en utilisant tous les moyens étatiques dont elle dispose. C'est dans ce sens que nous devons comprendre le travail policier.

Force au service de l'État, la police doit s'assurer du maintien de l'ordre public, politique et économique. Ce qui peut aller de l'interpellation d'individus ayant des comportements qui mettent en danger la sécurité de la collectivité, de l'arrestation de politiciens corrompus favorisant le cynisme de la population face aux institutions parlementaires en passant par la capture des personnes qui décident de s'enrichir en dehors des limites dites légales du système économique. De plus, nous devons nous rappeler que la police, bras armé du pouvoir en place, n'est là que pour appliquer les directives politiques de l'élite bourgeoise.

Comme les policiers aiment à le répéter, leur travail est d'appliquer les lois. Ils ne les font pas et ils ne sont pas là pour réfléchir à la justesse ou non de celle-ci. Ils ne sont là que pour appliquer les consignes et les ordres qu'ils ont reçus. De ce fait, en réprimant les manifestations avec zèle et ardeur, les policiers ne font, effectivement, que leur travail. Du moment où manifester est justement une action qui vise à perturber l'ordre public, politique et économique, nous devons nous attendre à voir les policiers intervenir.

Que ce soit en surveillant les manifestants ou en les réprimant avec tous les outils dont ils disposent quand les manifestations remettent en cause le pouvoir de l'État et sortent du cadre imposé par celui-ci.

Par contre, nous pouvons questionner le jugement des policiers et la façon dont ils font leur travail. En effet, tant mieux si l'utilisation de leur armement est encadrée et si les règlements limitants les manifestations sont supprimés. Nous ne pouvons que nous réjouir si cela peut éviter à un manifestant de recevoir une grenade assourdissante en plein visage, d'avoir une amende ou d'être judiciarisé. De toute façon, cela s'inscrit dans une dynamique de lutte de classe et chaque concession que fera l'État dans ce domaine ce sera parce qu'il n'a pu résister aux pressions populaires.

Nous devons questionner leurs méthodes, mais nous ne pouvons nous surprendre de ce travail répressif. Il faut comprendre que lorsque la bourgeoisie est attaquée, elle n'hésite pas à remettre en cause avec force les droits et les acquis démocratiques qui lui ont été arrachés par la lutte. Dans la rue, face à la contestation, les policiers sont la première ligne de défense de la classe dominante. Il ne faut jamais oublier que les policiers, quelques soit leur gentillesse ou leur bonne foi individuelle, font partie d'une force répressive aux services de l'élite politique et économique, puisque c'est celle-ci qui se retrouve derrière les lois qu'ils appliquent.

C'est pour cette raison, qu'en ce moment, les abus continueront d'exister, car même en poliçant la police nous ne pourrons empêcher sa fonction première de répression au service de la classe dominante. C'est pourquoi, si nous voulons que la police soit vraiment au service de la collectivité et qu'elle protège réellement celle-ci, en attendant le moment ou la société pourra se passer de cette fonction, nous devons nous attaquer au système capitaliste. Force est de constater que pour faire cela nous n'aurons d'autres choix que de continuer à nous confronter à sa police.

xrx

TEL QU'ANNONCÉ, LA CLAC A PRIS LA RUE COÛTE QUE COÛTE!

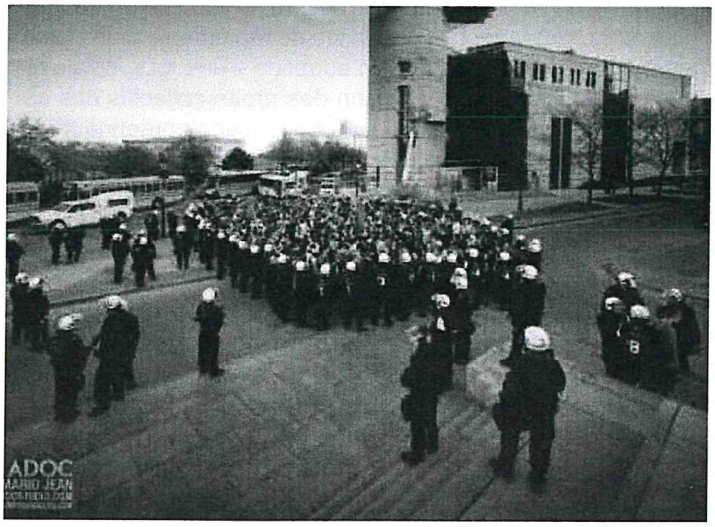
Les 2000 manifestants et manifestantes, malgré la provocation, l'intimidation et la répression policière, ont crié leur colère dans les rues du Vieux-Montréal! Et le SPVM protège les crosseurs!

Pour une sixième année consécutive, la Convergence des luttes anticapitalistes de Montréal a organisé une manifestation anticapitaliste à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs et travailleuses du 1er mai.

La manifestation a quitté l'hôtel de ville de Montréal à 18h avec l'objectif de se rendre au tristement célèbre club privé 357C, dit le club des crosseurs.

Le SPVM, police politique au service de l'élite politico-financière corrompue, a une fois de plus empêché la population d'exprimer son ras-le-bol des injustices et des abus, en utilisant une force disproportionnée. Encore une fois, il a décidé arbitrairement de brutaliser et de criminaliser plus de 400 personnes personnes dont le seul délit était de contester l'ordre établi étouffant. Le règlement P-6 n'est qu'un prétexte pour faire taire toute dissidence.

Les mesures d'austérité actuellement mises de l'avant, tant par le gouvernement fédéral que provincial (telles que les réformes de l'assurance-chômage et du régime d'aide sociale), démontrent clairement que les détenteurs du pouvoir politique ne sont que les exécutants des intérêts capitalistes, qu'ils défendent bec et ongles au détriment des droits sociaux acquis de haute lutte au cours de l'histoire par la classe ouvrière et les laisséEs-pour-compte.



En ce 1er mai, la CLAC voulait parcourir la distance symbolique qui sépare l'hôtel de ville de Montréal du club privé 357C. Ce repaire de crosseurs représente spectaculairement la « culture » du secret et le chevauchement de la classe possédante, de la classe politique et du crime organisé.

Selon Emma Smith, coporte-parole de la CLAC, « pour justifier l'exploitation et l'injustice, les élites ont toujours opéré sur le mode du mensonge, de la corruption, de la manipulation et de la violence. La collusion, le copinage et les magouilles de toutes sortes ne sont pas l'exception : se sont les règles élémentaires du jeu capitaliste ».

Dans ce contexte de polarisation des intérêts de classe, il n'est pas étonnant que les gouvernements se votent des lois pour faire taire la contestation populaire et réprimer quiconque entend perturber l'ordre politique et économique dominant. L'insistance des élus municipaux (et au premier chef du très corrompu parti Union Montréal) à maintenir le liberticide règlement municipal P-6 n'est que le dernier exemple de ce ressac répressif.

« Historiquement, le 1er Mai a toujours été une journée internationale de revendication et de lutte à caractère anticapitaliste. La CLAC se positionne résolument en continuité avec cette fière tradition de lutte populaire et ouvrière », conclut William Tremblay, l'autre coporte-parole de la CLAC.

RÉPRESSION DISCRIMINATION ET GRÈVE ÉTUDIANTE

ANALYSE ET TÉMOIGNAGES

Extrait du rapport de la Ligue des droits et libertés, de l'Association des juristes progressistes et de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante d'avril 2013.

Le Québec a vécu en 2012 la plus longue et la plus importante grève étudiante de son histoire. Le mouvement de grève et de contestation sociale a donné lieu, dans la foulée, à la plus grande vague d'arrestations de l'histoire du Québec. Jamais non plus n'aura-t-on connu au Québec une aussi forte instrumentalisation du pouvoir judiciaire et un profilage discriminatoire aussi généralisé pour réprimer la mobilisation étudiante et étouffer, sans succès, la contestation.

Ce rapport examine, notamment, les aspects suivants : le nombre d'arrestations sans précédent, soit 3 509 arrestations du 16 février au 3 septembre 20121; les allégations de brutalité policière; l'utilisation sciemment détournée de dispositions législatives existantes, soit les accusations abusives et désincarnées (dont, pour la fumée dans le métro, celle d'incitation à craindre le terrorisme), les arrestations et détentions préventives en vertu de l'article 31 du Code criminel et les constats d'infraction émis en vertu du Code de la sécurité routière; la fabrication de nouveaux outils, soit l'adoption précipitée de règlements municipaux limitant le droit de manifester et l'adoption d'une loi spéciale répressive et liberticide; la négation des droits collectifs des associations étudiantes avec la pluie d'injonctions ordonnant aux associations étudiantes de cesser de bloquer l'accès aux salles de cours et aux établissements.

Dressé à partir du suivi des arrestations effectué par le comité légal de la CLASSE et du bilan des arrestations du Collectif opposé à la brutalité policière, ce bilan recense les arrestations effectuées pendant la période de grève étudiante, soit du 16 février au 3 septembre 2012. Il inclut les arrestations ayant mené à des accusations criminelles ou à des constats d'infraction. Ce bilan inclut également les cas de personnes ayant été détenues pendant une période prolongée, sans toutefois avoir fait l'objet d'accusations ou de constats d'infraction.

Nous évaluons donc que 3509 personnes ont été arrêtées durant cette période. De ce nombre, au moins 471 ont mené à des accusations criminelles, et 2433 arrestations ont mené à des constats d'infraction. Dont 817 constats liées au Code de la sécurité routière Dont 1616 constats liées à des règlements municipaux. 605 autres personnes ont été interpellées ou arrêtées avec des conséquences inconnues.

C'est dans ce contexte que la Ligue des droits et libertés, le Comité légal de la CLASSE et l'Association des juristes progressistes ont entrepris de recueillir les témoignages d'étudiantEs et de citoyenNEs qui, pendant la grève, ont fait l'objet d'intimidation ou de brutalité policière, d'arrestation, de détention, d'accusation ou de représailles ou n'ont pu avoir accès à des lieux publics ou à des services parce qu'ils ou elles portaient un carré rouge. Pour les trois organismes, ce projet vise à dresser un portrait plus complet de l'ampleur de la répression policière, judiciaire et politique, à documenter les événements et à les analyser sous l'angle du respect des droits et libertés de la personne

INCIDENTS DE VIOLENCE POLICIÈRE

La violence physique

Plusieurs témoins affirment avoir été bousculés, poussés, matraqués, frappés, piétinés, plaqués violemment contre des murs, étranglés ou traînés sur le sol. Ils disent avoir été tirés par les cheveux, s'être fait tordre les bras ou avoir reçu des coups de poing au visage. Dans certains cas, plusieurs policiÈres immobilisaient la victime pendant que leurs collègues la brutalisaient. Une personne a raconté qu'un policier lui a donné des coups de pieds dans les côtes alors qu'un autre lui écrasait la tête sur le sol avec le genou. D'autres personnes rapportent avoir été rudoyées, avoir reçu des coups de poing, des coups de pied ou de genou, avoir été frappées avec des matraques, des boucliers et même des bicyclettes.

Ces incidents ont causé plusieurs blessures : éraflures, ecchymoses, enflures, entorses aux poignets, aux chevilles, au cou et même des fractures de côtes, de jambes et de bras. Un jeune homme, manifestant pacifiquement le 1er mai, a subi de multiples fractures à la boîte crânienne. Plusieurs victimes ont subi des blessures graves et permanentes lors des événements de Victoriaville : rappelons qu'une femme a reçu un projectile en plein visage et a subi d'importantes fractures de la mâchoire et que deux hommes ont subi de sévères traumatismes crâniens, avec pour conséquences que l'un d'eux a perdu l'usage d'un oeil et que l'autre a perdu l'usage d'une oreille et doit vivre avec de lourdes séquelles, notamment des pertes d'équilibre. Rappelons aussi qu'avant les événements de Victoriaville, un autre homme avait perdu l'usage d'un oeil en raison de l'explosion d'une grenade assourdissante dans une manifestation.

En fait, plusieurs personnes ont été hospitalisées en raison de blessures subies. Ces personnes gardent des séquelles telles que des pertes de flexibilité ou de motricité et une perte d'acuité visuelle dans le cas de la personne ayant subi le traumatisme crânien. Elles sont plusieurs à avoir été forcées de quitter leur emploi pendant des semaines en raison de la gravité de leurs blessures. Certaines ont été forcées de cesser de conduire un véhicule et d'autres ont été restreintes dans leur mobilité (incapacité ou difficulté à marcher). Plusieurs ont mentionné avoir subi des chocs post-traumatiques et une personne a même mentionné avoir développé une grande peur de mourir dans la rue.

Plusieurs victimes affirment que les menottes (ou les attaches de nylon « tie-wrap ») trop serrées leur ont causé des blessures aux poignets et aux chevilles. Lorsque ces personnes ont demandé aux policiers de desserrer les menottes ou les attaches, les policiers leur ont tapé sur les mains ou ont répondu « tu les veux plus serrées ? » afin de les faire souffrir davantage. Une personne affirme que les policiers l'ont traitée de « lâche » et de « faible » alors qu'elle demandait qu'on desserre un peu ses menottes. Les policiers avaient de la difficulté à couper les attaches avec des ciseaux tellement elles étaient serrées.
Plusieurs personnes détenues ont dû attendre des heures sans pouvoir boire, manger ou aller aux toilettes, au point d'être forcées d'uriner dans leur pantalon ou en public. Certaines personnes ont souffert de déshydratation et de coup de chaleur. D'autres ont subi des fouilles intrusives et abusives. Des femmes affirment que des agents leur ont « tâté les seins devant tout le monde », leur ont « levé la robe en public » et ont procédé à des fouilles

La violence verbale et psychologique

Les témoignages rapportent de nombreux incidents où des propos injurieux, racistes, sexistes, homophobes, méprisants, dégradants, paternalistes et condescendants ont été tenus.

Deux jeunes femmes qui portaient le carré rouge et qui étaient assises sur le bord d'un trottoir assez éloigné de la manifestation ont reçu des coups de matraque. Tout en les frappant, les policièEres les ont traitées de « salopes, hippies sales, mangeuses de graines, mangeuses de marde, on va vous arranger ça nous autres mes câlisses ». Les policiers sont partis comme si de rien n'était, en les laissant sur le trottoir. Celle qui a reçu des coups à la jambe dit avoir eu de la difficulté à marcher durant plusieurs jours.

Des gens affirment que des policiÈres les ont insultés en les traitant de « criss d'épais », en leur disant « ferme ta gueule », « t'es pas un citoyen, t'es un moron », « ce citoyen-là je m'en fous », « toutes les personnes qui participent aux manifestations de casseroles sont sur le BS » ou encore « est-ce que c'est le Canada ou le pays d'origine d'Amir Khadir qui a payé ses études ? ». Un policier a dit à une personne d'origine asiatique : « crisse de Kim Jong-Il, on va te faire retourner dans ton pays ».

Armes à létalité réduite et armes de dispersion

Les armes à létalité réduite (« less lethal weapons ») ainsi que les armes de dispersion de foule ont été amplement utilisées par les forces de l'ordre lors des manifestations. Parmi ces armes, on recense des irritants chimiques, des gaz lacrymogènes, du poivre de Cayenne, des armes à énergie cinétique projetant des balles de plastique, des balles de caoutchouc et des grenades assourdissantes. Soulignons que ces armes étaient auparavant appelées « non-lethal weapons » mais qu'on les appelle dorénavant « less lethal weapons » en raison du nombre de personnes tuées. L'utilisation de balles de plastique dur du type AR-1 Standard Energy et tirées avec un fusil ARWEN (Anti-Riot Weapon ENfield) est très problématique. Ce fusil multifonction peut contenir cinq projectiles de calibre 37mm, incluant aussi bien des balles de plastique dur que des grenades

lacrymogènes ou des gaz irritants, et les tirer en moins de 4 secondes à une vitesse de plus de 250 km/h22.

Quoique ces projectiles n'aient pas encore été formellement identifiés comme étant la cause exacte des trois blessés graves de Victoriaville, plusieurs indices portent à croire que ce sont ces balles de plastique qui ont causé de graves blessures telles que la perte d'un oeil, la perte de plusieurs dents et un traumatisme crânien. Des témoins rapportent avoir vu des personnes s'écrouler après avoir reçu une balle de plastique. Mentionnons que l'émission Enquête, diffusée à la télévision de Radio-Ca-

nada le 28 mars 2013, a clairement contredit la version des faits jusqu'ici défendue par les forces de l'ordre, à l'effet que ces blessures graves n'auraient pas été causées par l'action des policiÈres et le recours à ces armes de contrôle de foule.

La répression de la manifestation de Victoriaville a d'ailleurs été décriée comme étant particulièrement violente. Le photographe du Devoir, Jacques Nadeau, a raconté avoir été très frappé par la brutalité des affrontements : « Il y avait énormément de gaz lacrymogènes, se souvient-il. Je crois que la SQ a épuisé ses réserves ce jour-là, c'était du jamais vu. » Les réactions exprimées dans les témoignages sont très vives.

Plusieurs des récits traitent du refus des policiÈres d'aider les personnes blessées. Ayant porté assistance à un homme inconscient blessé à la tête et qui saignait de l'oreille abondamment, une manifestante rapporte que les agentEs de la Sureté du Québec ont refusé de l'aider et ont continué de lancer des gaz à quelques mètres de la victime. Une autre personne, ayant porté assistance à neuf personnes blessées par les balles de plastique ou incommodées par les gaz irritants, est révoltée que les policiÈres n'aient pas pris les moyens pour aider les blesséEs graves.

Si la répression à Victoriaville a été particulièrement brutale, il ne faut pas penser que les armes à létalité réduite n'ont été utilisées que lors de cette manifestation. Au plus fort de la grève, les irritants chimiques et les grenades assourdissantes étaient le lot quotidien des manifestantEs. Ainsi, des policiÈres ont aspergé de poivre de Cayenne à très courte distance des clientEs assis à la terrasse d'un bar, notamment au St-Bock rue Saint-Denis. Un homme a perdu l'usage d'un oeil en raison d'une grenade assourdissante lancée dans la foule par un agent du SPVM le 7 mars 2012.

Les arrestations

De nombreux témoignages font état d'arrestations illégales, non fondées, abusives et souvent brutales. La majorité d'entre elles ont eu lieu dans le cadre de manifestations et d'actions de perturbation (avant, pendant ou après celles-ci), mais plusieurs sont survenues à l'occasion d'activités quotidiennes ordinaires, sur la rue, à la sortie des bars, dans le métro ou ailleurs. Selon notre bilan, le nombre d'arrestations effectuées entre le 16 février et le 3 septembre 2012 s'élève à 3 509. Nous analyserons d'abord les arrestations individuelles, puis celles de masse.

En plus des arrestations de masse, il y a eu de nombreuses arrestations d'une seule ou de quelques personnes à la fois, tant dans l'espace public que dans l'espace privé. La majorité des témoignages portent sur des événements survenus à Montréal, mais aussi à Sherbrooke, à Québec, à Longueuil, à Victoriaville et à Gatineau entre autres. Les récits sont très variés mais il est possible de dégager des constantes : omission d'informer des motifs de l'arrestation, propos méprisants ou injurieux tenus par les policiÈres, usage excessif de la force, menottes trop serrées, non accès à l'eau, aux toilettes et aux soins médicaux, durée excessive de la détention, libération sans accusation ou souvent avec des accusations farfelues ou démesurées.

Les individus particulièrement ciblés

Certains types d'individus semblent avoir été systématiquement ciblés, notamment les journalistes indépendantEs et les personnes qui filmaient ou prenaient des photos. CertainEs journalistes ont été accuséEs d'entrave au travail des policiÈres, et quelques-unEs affirment que leurs appareils ont été saisis et leur contenu effacé. Des journalistes de CUTV ont été harcelÉEs, battuEs, arrêtéEs, sans considération pour leur statut de journaliste. L'un d'eux a été menacé de poursuite pour incitation à émeute. Une autre journaliste dit avoir été la cible constante d'intimidation dans les manifestations. Elle a été arrêtée et a écopé d'une amende alors qu'elle ne faisait que prendre des photos des policiÈres.

D'autres personnes spécifiquement ciblées sont celles qui portaient des masques, des foulards, des sacs à dos, des carrés rouges ou des vêtements noirs. L'une d'elles a été arrêtée sous prétexte qu'elle avait « des vêtements de gens qui commettent des actes criminels ». Des militantEs connuEs des policiÈres pour leur participation assidue aux manifestations ont subi diverses formes de harcèlement et ont été arrêtéEs dans des circonstances anodines. Plusieurs allèguent que les policiÈres proféraient des menaces à leur endroit, telles que « c'est ta dernière manifestation », « on a un ticket pour toi », « si vous essayez de trouver votre ami, j'envoie des agents vous arrêter pour flânage » ou « si tu fais une plainte tu vas le regretter ».

Une femme, fréquemment suivie durant les manifestations et harcelée par les policiÈres qui l'appelaient par son prénom, a reçu plus de dix constats pour des infractions diverses comme cracher par terre, traverser au feu rouge, marcher dans la rue. Elle raconte que les policiÈres l'insultaient, faisant des remarques sur sa vie privée et des commentaires sexistes. Une autre personne a été suivie après une manifestation nocturne, appelée par son prénom par les policiÈres, battue et menacée d'accusations criminelles dans le cas où elle porterait plainte.

Elle a été détenue durant quinze heures, pour finalement être relâchée sans accusation.

Plusieurs manifestantEs connuEs des policiÈres témoignent avoir reçu des constats d'infraction pour des raisons douteuses telles que refus de circuler, cracher par terre, avoir échappé un mouchoir par terre (un policier a même dit que ce constat visait à décourager de manifester), défectuosité d'un réflecteur de vélo (pourtant en parfaite condition). D'autres disent avoir été arrêtéEs ou harceléEs parce qu'ils ou elles étaient connus par les policiÈres comme étant des gens qui portent plainte en déontologie ou susceptibles de le faire.

Le comportement des policiÈres lors des arrestations

Dans la plupart des cas, aucune lecture des droits n'a été faite au moment de l'arrestation. Les témoins disent de façon quasi unanime que leurs demandes d'explications, de contacter unE avocatE, de desserrer leurs menottes, d'obtenir de l'eau ou des médicaments, étaient ridiculisées ou ignorées par les policiÈres. Plusieurs ont fait part de violence verbale et physique. Enfin, on note même une personne qui a été menacée par un policier avec une arme à feu au visage, puis accusée elle-même d'agression armée.

Certaines arrestations brutales ou abusives n'ont pas été couronnées d'accusations. Un témoin raconte que des policiers l'ont surpris en train d'uriner dans une ruelle. Plutôt que de lui remettre une contravention, ils l'ont violemment battu et insulté, pour ensuite le libérer sans explication.

Finalement, voici quelques exemples d'arrestations pour motifs fallacieux ou loufoques :

• Une personne qui quittait une manifestation a été arrêtée pour consommation d'alcool sur la voie publique. Elle a nié fermement et a demandé de passer l'alcootest, ce qui lui a été refusé.

• Une personne a été détenue et accusée de possession simple de drogue, alors qu'elle avait une exemption de Santé Canada de possession de la marijuana pour raison médicale. Les policiÈres ont refusé de lire sa prescription.

• Une autre, envoyant la main à un véhicule anti-émeute, a reçu un constat d'infraction pour avoir traversé à un feu rouge.

• Une journaliste a été accusée de menace de mort pour avoir pointé le doigt en direction d'un policier. Cette accusation a été abandonnée en avril 2013, la poursuite n'ayant pas de preuve à offrir.

• Une personne s'est vu remettre un constat d'infraction parce qu'elle était en patins à roulettes dans la rue, d'autres pour avoir marché dans la rue, et d'autres encore pour l'avoir traversée en diagonale durant une manifestation de nuit.

• Une personne qui assistait à l'interpellation d'une amie a été arrêtée pour avoir touché le bras du policier alors qu'elle voulait lui demander ce qui se passait. Elle a été inculpée de voies de fait sur un policier.

• Une personne a été arrêtée et accusée de voie de faits sur un agent de la paix et d'entrave au travail des policiÈres, après avoir tenté d'empêcher de tomber un jeune homme qui se faisait assaillir par plusieurs policiÈres.

• Une personne s'approchant de son amie qui se faisait arrêter lors de la rentrée à l'Université de Montréal a été reconnue par les policiÈres et immédiatement arrêtée sans motif.

• Une personne a été arrêtée et accusée de voies de fait sur un policier pour avoir lancé des confettis.

• Après avoir été témoin de l'arrestation d'une amie, une personne qui marchait sur une rue piétonnière s'est fait interpeller, menotter, frapper contre un mur et fouiller violemment au point de déchirer ses pantalons. Après hésitation, les policiers lui ont remis un constat pour ne pas avoir eu de réflecteur sur son vélo,

ce qui était faux.
• Une personne réfugiée sous le toit de l'entrée du quartier général du SPVM parce qu'il pleuvait a été arrêtée, puis libérée sous condition de ne plus manifester.
• Une personne a été accusée de voies de fait contre un policier, pour avoir échappé de l'eau sur une auto-patrouille.

Les arrestations de masse

La méthode d'arrestations de masse par encerclement a été largement utilisée par les services policiers au cours du printemps et de l'été 2012 et ce, un peu partout au Québec. Selon les informations que nous avons compilées, il y a eu entre le 15 mars et le 2 août 2012 au moins trente-et-un épisodes d'arrestations de masse, dont dix-neuf à Montréal, quatre à Québec, deux à Gatineau et cinq à Sherbrooke38. Au total, ce ne sont pas moins de 2 913 personnes qui ont été arrêtées lors de ces interventions policières.

Les témoignages recueillis brossent un portrait assez uniforme du déroulement de ces arrestations massives. Celles-ci ont eu lieu lors de rassemblements pacifiques et souvent festifs, parfois troublés par un incident isolé. Dans une forte proportion, les témoins affirment ne pas avoir été informés par les policiÈres de l'illégalité de la manifestation, des interventions à venir ou d'un quelconque ordre de dispersion. Une partie des témoins rapportent qu'à Montréal, les manifestations postérieures à l'entrée en vigueur de la loi spéciale (loi 12) et du règlement municipal P-6, lesquels exigeaient la remise au préalable de l'itinéraire à la police, étaient déclarées « illégales » par le SPVM, mais étaient ensuite tolérées.

Plusieurs témoins expriment des sentiments de surprise et d'incompréhension face au choix de la police d'intervenir sans avertissement dans un contexte de manifestation pacifique. Pour plusieurs, le manque d'indication claire préalable aux interventions policières ne permettait pas aux manifestantEs de savoir quand quitter les lieux. Au contraire, les témoins racontent que la police anti-émeute intervenait de façon impromptue en sectionnant des manifestations et en encerclant des groupes de 50 à 200 personnes. CertainEs policiÈres ordonnaient la dispersion en frappant sur leur bouclier et en criant à l'unisson « Bouge ! », alors que des collègues bloquaient toutes les issues permettant de quitter les lieux.

Ces opérations de souricières étaient menées avec usage de gaz lacrymogène, de poivre de Cayenne, de boucliers, de matraques, de balles de plastique ou de grenades assourdissantes. Plusieurs témoins rapportent que, lors de ces arrestations de masses, il y a eu usage excessif de la force par la police alors même que les manifestantEs étaient pacifiques. Selon plusieurs témoignages, le numéro de matricule de certainEs policiÈres impliquéEs dans ces opérations d'arrestations de masse n'était pas visible.

Ainsi encercléEs, les manifestantEs étaient détenuEs sur place pendant une période allant de trente minutes à deux heures pour ensuite être fouilléEs, menottéEs avec des attaches de plastique et emmenéEs au poste de police.

ArrivéEs au poste, ils et elles attendaient de longues périodes avant d'être interrogéEs, puis photographiéEs pour identification. Plusieurs questions récurrentes des policiÈres portaient sur des éléments dont la divulgation n'est pas obligatoire, comme par exemple le numéro de téléphone cellulaire, l'établissement d'enseignement fréquenté et l'association étudiante de rattachement. Finalement, on leur enlevait les menottes et on leur remettait un constat d'infraction, le plus souvent à un règlement municipal ou au Code de la sécurité routière. Ainsi, la période de détention totale, avec menottes et sans accès à l'eau et aux toilettes, variait de trois à six heures.

Quand les personnes arrêtées n'étaient pas amenées dans un poste de police, elles étaient relâchées aux quatre coins de la ville, de façon aléatoire et souvent alors qu'il n'y avait plus de transport en commun.

En vertu du Code criminel

Selon notre bilan, 471 accusations ont été portées en vertu du Code criminel durant la grève étudiante. Nous présentons dans cette section les accusations les plus fréquentes : entrave au travail des policiÈres, voies de fait sur unE agentE de la paix et méfait. Nous traitons ensuite de l'accusation d'incitation à craindre le terrorisme vu son caractère exceptionnel. Quelques accusations de complot et de port de masque à des fins criminelles ont été recensées mais ne sont pas traitées dans ce rapport.

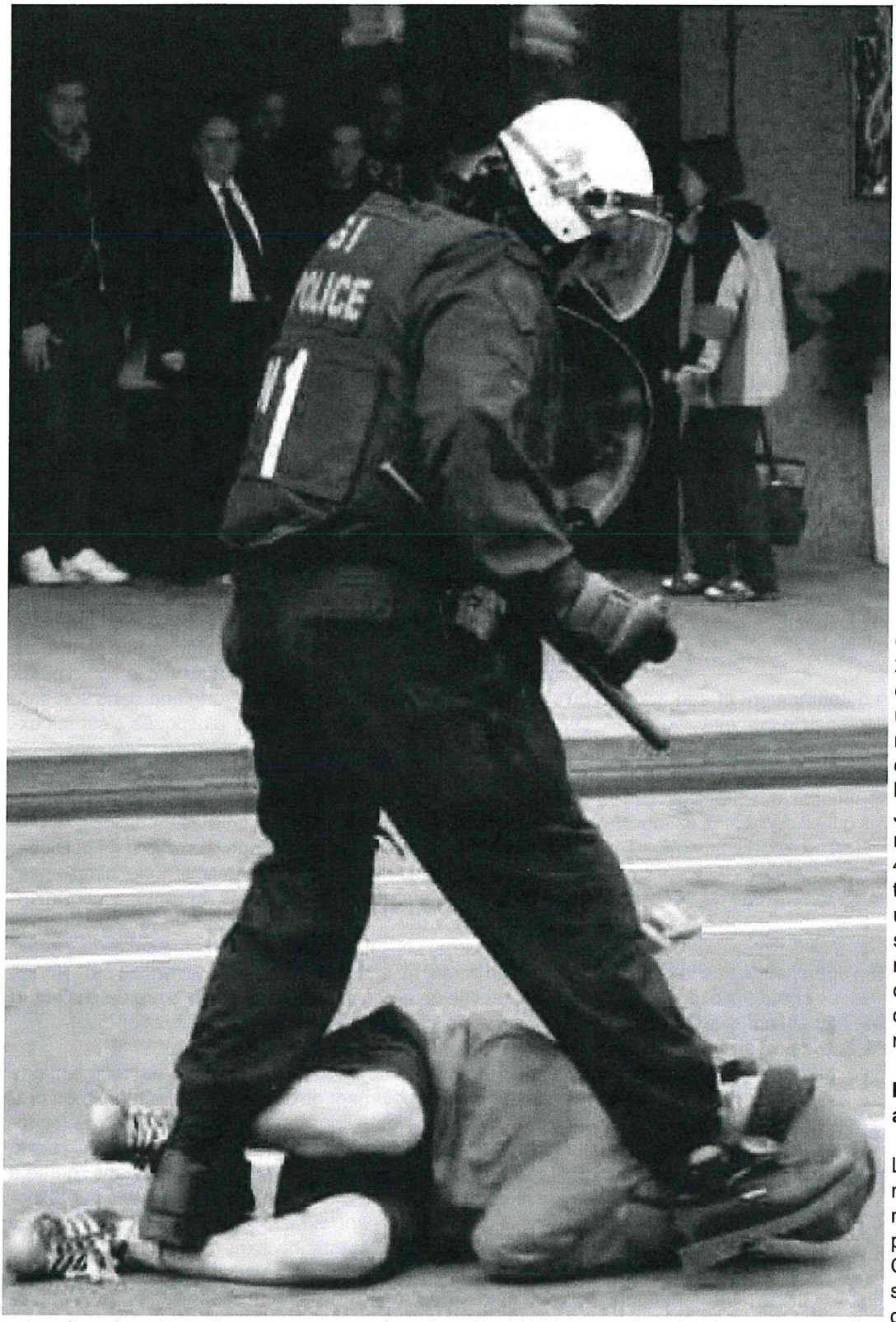
Entrave au travail des policiÈres

Nous avons recensé vingt-deux accusations d'entraves au travail des policiÈres dans les témoignages. Ce type d'accusation a surtout été porté contre des gens qui photographiaient ou filmaient des interventions policières. Certains témoins avancent que cette accusation fut portée à la suite d'investigations policières qui n'avait pas permis d'établir de preuve contre eux. Selon l'article 129 du Code criminel, cette accusation consiste à entraver volontairement unE agentE de la paix dans l'exécution de ses fonctions. L'acte d'entrave doit avoir été commis de manière volontaire et une personne ne peut être déclarée coupable du seul fait de ne pas s'être éloignée ou d'avoir protesté verbalement contre une intervention policière. Considérant que filmer ou photographier des policiÈres dans l'exercice de leurs fonctions est légal, il est difficile de comprendre en quoi cela peut constituer une entrave au travail policier. Selon de nombreux témoignages, il y a eu utilisation inappropriée et abusive de cette accusation par les policiÈres lors de la mise en oeuvre de leur pouvoir discrétionnaire.

Voie de fait sur unE agentE de la paix

Cinquante-trois accusations des voies de fait sur unE agentE de la paix (art. 270 du Code criminel) ont été recensées dans les témoignages. Plusieurs d'entre elles visent des militantEs lors de leur participation à des manifestations nocturnes à Montréal. Plusieurs personnes accusées de cette infraction disent n'avoir rien fait de mal, si ce n'est tout simplement d'avoir été au mauvais endroit au mauvais moment. Cette accusation a également été utilisée dans les cas d'occupation ou de blocage d'établissements publics quand les militantEs refusaient de se déplacer mais sans toutefois repousser activement les policiÈres.

On peut ici penser à des tactiques militantes comme des sit-in lors desquelles les participantEs demeurent assisES jusqu'à ce que les policiÈres les déplacent physiquement. Certains témoins expliquent que ce chef d'accusation a été utilisé quand aucun



autre n'aurait pu être retenu contre eux. Certains témoignages indiquent que la force policière ne faisait aucune distinction entre résistance passive comme moyen de contestation politique et utilisation de la force pour résister à une arrestation. On peut se demander si cette accusation est appropriée lorsqu'une personne refuse de se déplacer en demeurant pacifique, puisqu'il n'y a pas d'utilisation de la force pour résister à une arrestation.

En plus de ces accusations de voies de faits simples sur unE agentE de la paix, nous avons recensé dans les témoignages dix accusations d'agression armée contre unE agentE de la paix (article 270.01 du Code criminel) consécutives à des manifestations ayant donné lieu à des affrontements entre policiÈres et manifestantEs. Les personnes ainsi accusées décrient largement l'utilisation sans fondement de cette accusation. Par exemple, un témoin raconte avoir été arrêté alors qu'il attendait des amis sur le coin d'une rue et qu'il n'avait pris part à aucune manifestation. Après qu'un policier lui ait dit « l'avoir vu lancer une bouteille de bière sur un policier », une policière l'a informé plus tard qu'elle l'arrêtait parce que quelqu'un devait payer et qu'il était le premier sur le bord.

Méfait

Nous avons également recensé, dans les témoignages récoltés, 248 accusations de méfait. Ce chef d'accusation a surtout été utilisé lors d'occupations de bureaux ou d'autres lieux comme la cafétéria de l'Université du Québec en Outaouais et le pont Jacques-Cartier. Commettre un méfait consiste, selon l'article 430 du Code criminel, à volontairement détruire ou détériorer un bien, ou en empêcher l'utilisation. Une interprétation selon nous excessive de cette infraction permet de conclure qu'une occupation pacifique peut donner lieu à une telle accusation.

Incitation à craindre des activités terroristes

Le 10 mai 2012, des engins fumigènes ont été activés dans le métro et le réseau a été paralysé pendant près de trois heures. Quatre personnes ont été accusées de complot, de méfait et, chose complètement inusitée, « d'incitation à craindre un acte terroriste » en vertu de l'article 83.231 du Code criminel. Les photos des jeunes accuséEs ont été diffusées en boucle à la télévision. Après avoir été détenuEs pendant plusieurs jours, l'un d'entre eux pendant près de deux semaines, il et elles ont été libéréEs avec des conditions très sévères.

L'accusation d'incitation à faire craindre un acte terroriste, créée en 2004, soit quelques années après l'adoption de la Loi anti-terroriste, n'avait à ce jour jamais été utilisée. Son emploi contre

une action dans le cadre de la grève étudiante a été fortement critiqué par des spécialistes, avocatEs, professeurEs, et chroniqueurs judiciaires. Mentionnons plus particulièrement les propos d'Yves Boisvert : selon lui, lancer des engins fumigènes et interrompre la circulation du métro est peut-être un « méfait » mais il ne s'agit pas d'un acte terroriste. Utiliser ces dispositions à l'endroit de jeunes sans casier judiciaire et dans un cas très discutable banalise ces dispositions anti-terroristes.

Selon le Code criminel, cette infraction exclut les actions commises « dans le cadre de revendications, de protestations ou de manifestations d'un désaccord ou d'un arrêt de travail » qui n'ont pas pour but de causer des blessures graves ou la mort ou de compromettre gravement la santé ou la sécurité de tout ou partie de la population.

Accuser des étudiantEs d'une telle infraction est exagéré et ne correspond ni à la lettre, ni à l'esprit de cette disposition. À la lecture des débats parlementaires ayant entouré son adoption, on constate que l'utilisation de cette accusation en pareilles circonstances va à l'encontre de l'objectif visé. Ceci donne toutefois raison aux dénonciations, notamment du NPD, du Bloc québécois, d'Amnistie internationale, de la Ligue des droits et libertés et de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles, qui s'opposaient à la création de cette nouvelle infraction.

Ceux-ci craignaient justement son détournement et son application à des groupes de protestation sociale pouvant avoir recours à divers moyens d'action ou de désobéissance civile sans être des terroristes. Le Barreau canadien soutenait qu'« assimiler ce type de protestation à du terrorisme, avec tous les stigmates profonds et les peines sévères qui en découlent, est aussi peu souhaitable que nécessaire».

Les interpellations, les fouilles et les détentions en vertu de l'article 31 du Code criminel

Plusieurs arrestations pour « violation appréhendée de la paix », accompagnées de fouilles, de saisies, de contrôles d'identité et de périodes de détention de plusieurs heures, ont été effectuées par les différents corps de police à l'occasion du mouvement étudiant. L'analyse juridique appuyée sur des faits démontrera que l'utilisation du pouvoir prévu à l'article 31 du Code criminel était abusive dans la plupart des cas.

Les interpellations lors du Grand prix de Montréal

Lors du Grand prix de Montréal, le SPVM a procédé à 130 arrestations entre le jeudi 7 juin et le dimanche 10 juin 2012. Comme le concept d'arrestation préventive n'existe pas en droit canadien, les policiÈres ont parlé d'arrestations pour « violation appréhendée de la paix » et ont invoqué l'article 31 du Code criminel.

Le 7 juin, les personnes présentes au centre-ville pour une manifestation intitulée « Perturbons le cocktail du Grand Prix! » ont été prises en souricière avant le début de la manifestation. Les policiÈres ont procédé à dix-huit arrestations ciblées de personnes habillées en noir ou portant des symboles « communistes ». Après une détention d'une heure, les manifestantEs ont été menacéEs d'arrestation s'ils et elles ne se dispersaient pas.

La police affirme que ces dix-huit personnes arrêtées ont été appréhendées en vertu de l'article 31 du Code criminel. Selon le commandant Alain Simoneau du SPVM, « il y avait une source de danger identifiée, une source de danger qui représente une menace, c'est clair ». Les témoignages révèlent que les agentEs du SPVM se sont contentés d'énoncer le numéro de l'article, sans l'expliquer ni justifier son utilisation. Une jeune femme à qui on avait dit d'abord qu'elle était arrêtée en vertu de cet article a reçu des mois plus tard un constat d'infraction pour attroupement illégal en vertu du règlement P-6 de la Ville de Montréal.

Le dimanche 10 juin, quarante-trois personnes ont été arrêtées sur l'île Sainte-Hélène, à proximité du parc Jean Drapeau ou à la station de métro Berri-UQAM. Le chef du SPVM, M. Marc Parent, a qualifié ces arrestations de « préventives ». Il a expliqué, en conférence de presse, que de nombreuses personnes qui avaient des sacs à dos ou des sacs de sport avaient été fouillées dans le métro sur la base d'un « règlement qui interdit aux usagers de métro d'emprunter le service de transport en commun s'ils ont en leur possession des armes ou des objets jugés dangereux ».

Or, des expulsions ont eu lieu indépendamment des résultats de la fouille. La plupart des témoins relatent avoir été expulsés du métro même si les policiÈres n'avaient rien trouvé dans leurs sacs. Une personne s'est ainsi fait escorter vers la sortie après qu'un policier eût trouvé des balles de jonglerie dans son sac. Dans un autre cas, un étudiant en arts plastiques s'est fait expulser parce qu'il avait de la peinture rouge dans son sac.

Le chef de police de Montréal a déclaré que la police était intervenue sur la base des comportements des individus, et non sur la base de l'apparence ou l'affichage d'un symbole politique. Or, plusieurs témoins rapportent s'être fait interpeler simplement pour avoir porté le carré rouge. L'accès au métro a carrément été refusé à plus de cinquante personnes. Un témoin rapporte avoir dû retourner chez lui en traversant le pont Jacques-Cartier à pied. Une personne arrêtée alors qu'elle se rendait à La Ronde a dû quitter l'île en ambulance à cause d'un coup de chaleur et du refus des policiÈres de lui donner sa médication.

Plusieurs personnes arrêtées disent qu'elles ne voulaient pas manifester mais simplement observer les événements, ou profiter de la belle journée, aller à La Ronde ou au Piknic electronik. Elles avaient d'ailleurs pris soin de ne porter aucun signe distinctif. Par exemple, un groupe d'amiEs, assis dans l'herbe à la sortie du métro sur l'Île Ste-Hélène, a été encerclé par 22 policiÈres et détenu. Un agent leur a dit que l'article 31 (1) du Code criminel permettait « l'arrestation sans mise en accusation le temps nécessaire à prévenir une violation de la paix ». Ils et elles n'ont pas eu droit à un avocat. Les jeunes qui s'approchaient de l'encerclement se faisaient détenir également.

Toutes ces personnes ont ensuite été amenées à l'écart et ont subi une fouille intrusive par palpation sur tout le corps, directement sur les seins selon un témoin. Se plaignant que ses menottes étaient trop serrées, cette femme s'est fait répondre que « lorsqu'elle aurait les mains bleues, on avisera ».

Plusieurs témoins affirment avoir été détenus de trois à quatre heures, à la Biosphère ou dans un autobus de la STM. Plusieurs avaient les mains liées avec des menottes ou des attaches en

plastique. Les personnes détenues dans un autobus ont été relâchées à la station de métro Angrignon. Plusieurs rapportent ne pas avoir eu accès à de l'eau malgré la chaleur accablante. Toutes ces personnes disent ne pas avoir été clairement informées des motifs de leur arrestation ou de leur détention. CertainEs policiÈres leur ont parlé de « détentions aux fins d'enquête », d'« attroupement potentiellement illégal », alors que d'autres ont refusé de donner quelconque explication.

L'interception d'autobus

Dans la nuit du 4 mai 2012, alors qu'ils revenaient de Victoriaville, deux autobus remplis d'étudiantEs du cégep de Montmorency ont été interceptés par la Sûreté du Québec vers 20h00 et ont été escortés jusqu'au poste de police de St-Hyacinthe. Les passagÈres ont été informéEs qu'ils étaient détenuEs en vertu de l'article 31 du Code criminel pour avoir commis une violation de la paix. Vers 3h00 ou 4h00 du matin, ils ont été identifiéEs et photographiéEs individuellement, puis ont été soumisEs à une fouille complète. Les autobus ont finalement regagné Laval vers 6h00 du matin. Leur détention aura donc duré de neuf à dix heures, sans eau, sans nourriture. Ils et elles ont été relâchéEs sans accusation.

Un autre autobus occupé par des étudiantEs de McGill et de Concordia a aussi été intercepté et les passagÈres interrogéEs et détenuEs pendant dix heures. Les médias ont rapporté que des accusations d'émeute seraient portées, mais finalement aucune accusation n'a été déposée. Il est singulier que trois autobus, parmi une cinquantaine, aient été aléatoirement contrôlés au retour de Victoriaville.

Le 15 mai 2012, un autobus se rendant au cégep Lionel-Groulx à Sainte-Thérèse où se tenaient des lignes de piquetage et où l'escouade anti-émeute de la SQ était intervenue, a été intercepté sur l'autoroute. Les 18 personnes présentes ont été arrêtées pour violation appréhendée de la paix en vertu de l'article 31 du Code criminel et ont été conduites au poste autoroutier de Laval « afin que leurs intentions et leurs identifications soient examinées ».

Un témoin raconte qu'après s'être fait empoigner le bras par un agent, il a été fouillé par palpation, les jambes écartées les mains contre le mur. Il a ensuite été interrogé. Un agent lui a dit qu'ils allaient commettre des actes criminels au Cégep de Lionel-Groulx, ce que le témoin a nié. À la fin de l'interrogatoire, ils lui ont fait signer un document selon lequel il n'était pas en état d'arrestation, mais se trouvait en « détention préventive pour fins d'enquête ». Le témoin note l'inconstance des policiÈres : les inspecteurs affirmaient qu'il était en détention préventive alors que les gradés parlaient d'arrestation. Un policier est venu s'excuser : « vous savez on fait juste notre travail, on avait appris qu'il y avait une arme dans votre autobus, on est désolés, on ne veut pas nuire à votre liberté ».

Une autre témoin corrobore cette inconstance: les policiÈres ont d'abord parlé de méfaits, puis ont invoqué l'article 31 du Code criminel. Le témoin a demandé quels étaient les motifs raisonnables qui laissaient croire que les occupantEs de l'autobus allaient commettre une violation de la paix. Les policiÈres ont répondu : « Vous comprenez mademoiselle, les événements qui se passent ces derniers mois ».

L'utilisation abusive de l'article 31

De l'avis de plusieurs, l'article 31 du Code criminel ne pouvait être utilisé dans ces circonstances. Cet article permet à unE agentE de la paix, témoin d'une violation de la paix, d'arrêter une personne qui vient de commettre une infraction, qui est en train d'en commettre une ou qu'il croit, pour des motifs raisonnables, être sur le point d'y prendre part ou de la renouveler. Un acte criminel doit avoir été commis ou être sur le point d'être commis. Il ne permet pas une arrestation pour une violation de la paix appréhendée.

La violation de la paix doit donc déjà avoir eu lieu ou être imminente pour que les forces policières puissent arrêter des personnes qui se joindraient à cette violation de la paix ou la recréeraient. Selon l'arrêt Januska, la verbalisation d'un désaccord, bien que véhément et émotif, ne constitue pas une violation de la paix au sens de l'article 31. Le concept de violation de la paix implique un certain degré de perturbation, de menaces ou d'activités tumultueuses.

L'incohérence dans la discrétion policière

Notre rapport démontre que les forces policières ont appliqué diverses normes, règlements et lois, de façon totalement arbitraire. Les règlements municipaux, le Code de la sécurité routière, le Code criminel et la loi spéciale ont fait l'objet d'application sélective. Il est impossible de suivre la logique des forces policières. Parfois, lors de manifestations — illégales au regard du règlement mais néanmoins pacifiques — elles n'arrêtaient personne, parfois elles procédaient à l'arrestation de quelques personnes, et d'autres fois, à l'arrestation de centaines de personnes.

Les auteurs de l'étude mentionnée ci-haut expliquent que des normes vagues d'application sélective permettent à la police de développer des tactiques de harcèlement contre des groupes particuliers et de stigmatiser selon leurs propres valeurs, selon leur perception des demandes des citoyenNEs ou des commerçantEs, en fonction de la couleur de la peau, du look, de l'âge, du statut, du lieu géographique. Au cours de la grève étudiante, la majorité des arrestations ont été faites sans égard à la commission d'actes répréhensibles.

Les témoignages recueillis laissent croire que le véritable objectif des forces de l'ordre n'était pas de mettre fin à un comportement dangereux dans le but d'assurer la sécurité publique mais plutôt de mater une protestation sociale et d'intimider, par tous les moyens possibles, y compris l'application arbitraire de règlements municipaux ou autres normes, les personnes exerçant leur liberté d'expression et communicant un message qui, apparemment, dérangeait.

http://www.asse-solidarite.qc.ca/document/repression-discrimination-et-greve-etudiante-analyse-et-temoignages/

UNE JOURNÉE GAGNANTE POUR LES ANTIFASCISTES

Le 24 novembre dernier, à l'appel du groupe Anti-Racist Action Montréal, près d'une centaine d'antifascistes ont pris la rue en réaction à une manifestation d'extrême-droite qui avait lieu le jour même à l'extérieur de Montréal. Cette mobilisation des antifascistes était une réponse à une marche «contre la dénationalisation du peuple québécois» organisée par la Fédération des québécois de souche et la Légion nationale, deux groupuscules qui, sous l'appellation nationaliste, cachent un discours raciste et anti-immigration assez claire.

Puisqu'ils avaient peur de se faire attaquer, comme ce fut le cas l'an dernier lors de leur manifestation à Montréal, ils avaient choisis de faire leur marche dans un lieu gardé secret jusqu'au jour même. C'est donc à Trois-Rivières qu'ils ont marché, sur les trottoirs, avec une vingtaine de participants seulement. Pour eux, ce fut un grand succès (sic), vu leur importante difficulté de mobilisation et leur incapacité générale à tenir des événements publics.

Interviewé par le journal trifluvien Le Nouvelliste, l'un des organisateurs avait même reconnu qu'il était possible que des néonazis soient présents dans leurs rangs : «Sylvain Marcoux avoue qu'il est possible que certains militants de la Légion nationale soient des néonazis. «C'est possible qu'à travers nos rangs, je ne suis pas dans le secret des dieux, s'infiltrent des gens qui ont des opinions plus racistes», dit-il. » [1].

Du côté des antifascistes, ce fut une belle manifestation qui se termina par une fusion avec une manifestation de congolais-e-s qui dénonçait l'inaction du gouvernement canadien et le silence complice des entreprises canadiennes présentes au Congo, notamment les minières, dans le contexte de l'occupation de la région de GOMA par les forces rwandaises. Bref, un conflit à des fins économiques déguisé en un faux conflit entre «ethnies». Les antifas furent très bien acceuilli-e-s : «Venez avec-nous, nous nous battons pour un même combat» dirent des congolais-e-s présent-e-s à la vue des bannières aux messages anti-racistes.

Comble de l'ironie, les antifascistes n'avaient pas seulement un événement public cette journée-là; un concert politiquement claire était également prévu… à Trois-Rivières. Ce concert, organisé par les camarades de la B.I.T.L Crew regroupait pas moins de 7 bands qui se positionnent tous ouvertement contre le fascisme. Plusieurs ont d'ailleurs tenus à faire un petit clin d'œil aux pourritures facho qui devaient déjà avoir quitté la ville, malheureusement. Sur scène, devant une salle pleine, Before It's Too Late (Trois-Rivières) a ouvert le show avec un punk rock entraînant. Mayday (Montréal) a suivi avec son excellent working class rock'n'roll aux accents Oi! pour ensuite faire place à Bastards 86 (Montréal) qui, fidèle à son habitude, nous a balancé un bon rock'n'roll. Jeunesse apatride (Montréal) a ensuite donné une trop courte prestation devant une foule conquise après une apparition surprise du groupe bien politisé Action Sédition (Montréal). Finalement, nous avons pu voir Buddha Bulldozer (Québec) avec sa Oi! puissante et conclure la soirée avec un très bon set de The Prowlers (Montréal). Comme à l'habitude, nous n'avons pas été inquiété-e-s un instant par les fachos. Seulement pour revenir à l'hôtel après le concert, nous étions le double qu'ils étaient à marcher en après-midi. Bref, ce fut une soirée mémorable de la B.I.T.L Crew, qui a très bien accueilli les copains et les copines des autres villes (notamment près d'une cinquantaine de personnes de Montréal) et qui a réussi le pari de réunir sur scène plusieurs des meilleurs bands de la scène Oi! québécoise.

[1] Delisle, Gabriel, «Des militants qualifiés de «néonazis» à Trois-Rivières», Le Nouvelliste, 26 novembre 2012, consulté le 1 décembre 2012.

PENSER LES LUTTES ANTIFASCISTES DANS LEUR INTERSECTIONNALITÉ AVEC LES LUTTES LGBTQ

Plusieurs points de résistance sont présents au sein du mouvement antifasciste concernant le sexisme mais il en existe peu concernant la lutte contre l'hétérosexisme, l'homophobie, la transphobie, le cissexisme, etc.

Même s'il existe, notamment en France, une forte militance antifasciste LGBT/queer au sein du mouvement trans-pédégouine, à Montréal, les différents mouvements agissent souvent en vase-clos. Une certaine réticence se fait parfois sentir envers les mouvements LGBT ou queer. Pourtant, que ce soit par des danz-manif subversives, des actions de visibilité LGBT*QIA ou des actions-réponses directes, tous les moyens sont bons pour lutter contre l'hétérosexisme et les actes homophobes.

Puisqu'il semble déjà très difficile pour les personnes LGBTQ de vivre des réalités de vie qui leur font souvent violence, pensons notamment à la difficulté du coming out/outing, du changement de sexe, etc. Il ne faudrait assurément pas que ces personnes vivent une double invisibilisation dans la société dominante et dans les espaces plus marginaux mais comme ceci s'avère bien tristement souvent le cas, nous devons désormais offrir, à tous ces problèmes, une réponse queer et antifa.

Les mouvements queer et antifa, en luttant notamment sur plusieurs fronts communs (contre le capitalisme, contre l'hétérosexisme, contre l'homophobie, etc.) ne tendent pas à hiérarchiser les oppressions et permettent une compréhension plus globale des rapports de pouvoir et de domination.

Lorsque nous pensons les systèmes d'oppressions dans des principes intersectionnels, où les oppressions s'enchevêtrent, s'oxygènent et se co-construisent entre eux (par exemple, avec la lesbophobie où le sexisme collabore avec l'homophobie), il s'avère important en tant qu'antifa de s'ouvrir aux dynamiques des mouvements LGBT et queer, et ainsi tenter d'offrir des espaces de résistances solidaires. Donc, aux actes homophobes et transphobes, nous devons répondre par tous les moyens. Il faut désormais créer dans nos milieux militants des ponts avec les différentes communautés LGBTQ qui sont très riches en activisme pour lutter contre les oppressions mais aussi pour troubler les normes de genre, de sexe et d'orientation, très présentes partout, malheureusement même au sein du milieu anarchiste et antifa. (et pendant ce temps, j'écoute du Limp Wrist...)

Donc, comme premier pas, puisque tout ceci s'avère complexe, voici quelques définitions utiles...

Nous entendons par hétérosexisme, le système de croyance qui met en place la présomption de l'hétérosexualité comme l'orientation sexuelle supérieur. L'hétérosexisme est très présent dans le milieu militant, notamment en occultant et en évacuant les réalités des personnes LGBT ou en dévalorisant les personnes qui ont une orientation de genre fluide ou neutre, perpétuant la binarité masculin/féminin et homme/femme.

Nous entendons par transsexualité et/ou transgenrisme, toutes personnes pour qui son attribution de sexe biologique ne correspond pas au sexe et/ou au genre social à laquelle cette personne préfère s'identifier. Ceci peut tout autant varié des opérations de changements d'organes génitaux à l'autodétermination de genre neutre (gender neutral).

Nous entendons par cissexisme, le système de croyance qui met en place la présomption de la cissexualité comme l'orientation de genre supérieure. La cissexualité est lorsque ton genre social correspond à ton attribution de sexe biologique. Ceci sert à visibiliser les réalités trans en les mettant en parallèle aux réalités cis. Ainsi, si tu es né.e avec un vagin et que tu t'identifie comme femme, tu es une personne cissexuelle et si tu es né.e avec un vagin et que tu ne t'identifie pas comme femme, tu es une personne trans. Ne faisant ainsi plus de la cissexualité la norme dominante.

L'hétérosexisme et le cissexisme se positionnent dans une dynamique hétéronormative où l'on présume que le sexe biologique d'une personne doit correspondre à son genre social et à ses désirs sexuels (orientation). Toutefois, cette présomption met en place de nombreuses normes qui font violence à bon nombre d'individus, notamment dans des actes homophobes ou transphobes.

JSB

LA COMMUNAUTÉ DES FATTALS

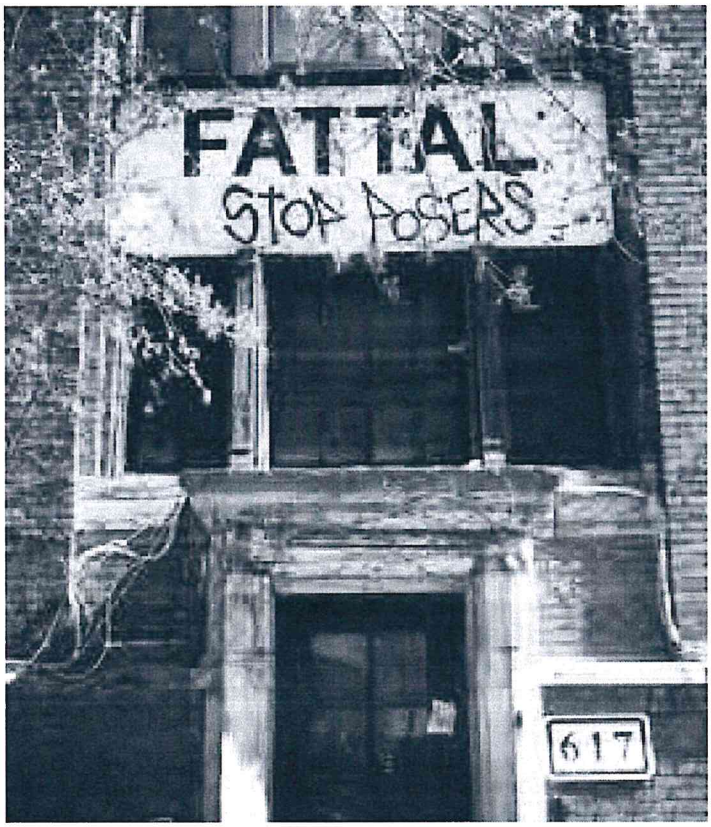
Les Fattals, c'est une communauté particulière et très diversifiée située dans le sud-ouest de Montréal. Il s'agit d'un rassemblement d'à peu près 150 lofts répartis sur deux buildings ainsi qu'un parking central couvert de graffitis. Le premier building, longé par la voie ferrée, regroupe une soixantaine de lofts à vocation musicale ou résidentielle. Le second building regroupe une centaine de lofts réservés exclusivement à l'habitation.

Fattal est réputé pour sa grande concentration de punks, marginaux et anarchistes, mais il y a plus. On y retrouve aussi des artistes de différents horizons : musiciens, peintres et danseurs, une salle de concerts, un skatepark démontable et des ateliers de sérigraphie. On peut y faire plusieurs activités : cirque, feu, tatoo, hockey, basketball etc... Il y a autant de familles qui y habitent que de simples salariés qui se lèvent à tous les matins pour aller travailler.Une énorme entraide va de soi. Bref, tout le monde est là pour tout le monde, on se débrouille comme on peut avec ce qu'on a. Il est pratiquement impossible de s'emmerder dû aux différentes activités qui se déroulent à longueur de journée aux Fattals.

Une bonne partie des bands punks de Montréal jamment ici (Metalian, Abyssed, Drunken Dogs, Whiskey Tax, Arsenal of Empties, Ab Irato, Action Sédition, Sale Gauloise, Déviant 21, etc). La plupart des gens habitant ici louent leur loft pour l'offrir à des groupes qui cherchent un local de pratique pour vraiment pas cher (en tout cas moins cher qu'à Cité 2000). Généralement, la police nous laisse tranquille excepté quand ils reçoivent de soi-disantes plaintes de bruit. Par contre, plusieurs caméras sont installés dans le parking, à des fins d'utilisation dont nous doutons.

L'évènement qui a probablement fait connaître cet endroit à beaucoup de monde est le Fattal Fest. Le fattal Fest roule maintenant depuis 3 ans et regroupe plus d'une vingtaine de bands chaque année. C'est un festival complètement gratuit qui dure deux jours et qui se passe dans le parking, à l'extérieur. Le but premier du Fattal Fest est de célébrer notre communauté ; c'est donc des groupes qui habitent ou jamment ici qui jouent gratuitement. On construit le stage nous-même avec du matériel "trouvé", le collectif Food not Bombs vient également installer ses tables de bouffe gratuite. Bref c'est un bon party, et les flics nous laissent généralement tranquilles.

L'émission de télé La Facture a l'an dernier produit un documentaire disant que les lofts sont insalubres et que les propriétaires laissent habiter les gens dans des lofts qui sont jugés commerciaux (même si les baux sont considérés résidentiels). Notre propriétaire, Sam Fattal, possède une dizaine de buildings dans la région de Montréal. C'est un homme de 70 ans à peu près, crissement riche qui a une maison de luxe dans Westmount. Une semaine après la parution de l'épisode de La Facture, nous avons tous reçu un avis d'expulsion qui en résumé disait que nous habitons dans des lofts commerciaux et que si nous ne corrigions pas ce problème, nous avions 3 mois pour quitter les lieux. En gros, la ville de Montréal a essayé de mettre de la pression à nous et notre proprio en nous envoyant des avis d'expulsion. Ça n'a pas été



long avant que Sam Fattal paye pour le rezonage des lofts Fattals. Des inspecteurs municipaux sont venus inspecter les lofts un par un. Les lofts n'étaient soit-disant pas conformes pour plusieurs raisons : pas de détecteurs de fumée, pas de 2e porte de secours, fenêtres grillagés, mezzanine et escaliers non conformes et j'en passe. Plusieurs personnes ont appelé notre propriétaire pour avoir plus d'informations sur cette expulsion, sans succès. Les proprios gardent leur bouches cousues parce qu'ils veulent qu'on continue de payer notre loyer (plusieurs d'entre nous avaient cessé de payer).

L'avis d'expulsion à été suspendu en mai pour permettre à la Ville de Montréal de dresser un bilan des modifications que Sam Fattal doit apporter à ses lofts pour permettre l'habitation permanente de ses résidents. Nous sommes maintenant en octobre et on ne sait toujours pas ce qu'il advient de cet avis d'expulsion. J'imagine qu'on est tranquilles pour l'hiver et que cette histoire re-surgira au printemps prochain.

Ce serait énormément dommage si nous devions partir. Il n'y a aucun autre endroit au Canada qui ressemble aus Fattals. Nous nous serrons très forts les coudes pour essayer de vivre différement du reste de la société. Pourquoi ne pas nous laisser tranquilles? Nous allons nous battre pour garder notre communauté et je vous jure qu'il faudra l'anti-émeute pour nous sortir de là. Et dans le pire des cas, ce sera deux bons buildings à squatter après l'expulsion.

Jen B

RENVERSER LES POUVOIRS

Suite aux élections tenues le 4 septembre dernier, nous ne pouvions passer à côté d'une telle opportunité de faire un récapitulatif de ce qui s'est passé. En fait, faire la lumière sur quelques points qui ont fait déclencher lesdites élections.

Tout d'abord, nous ne referons pas le procès du PLQ, puisqu'il a déjà été fait à maintes reprises (libéreaux.net en a fait une excellente revue, soit dit en passant). J'aimerais plutôt aborder un thème que peu de chroniqueurs des quotidiens nous ont montré. Tout d'abord, je dois saluer le travail exécrable des médias pendant la crise étudiante et la revue des partis politiques, exclure certains groupes quel choix démocratique, les mêmes qui se disaient les représentants de cette même démocratie! Enfin, le tout débute bien avant la crise étudiante. En fait, elle commence pratiquement un an auparavant, avec les déboires du parti libéral envers les enquêtes dans le monde de la construction et les élections des juges. Le seul moment où ils ont déclaré cesdites enquêtes (qui ne mènent nulle part soit dit en passant) c'est quand le premier ministre lui-même était fût pointé du doigt. Mais quand le peuple demandait cette enquête, rien ne se passait... Le temps passe et les complots aussi. Pendant que les médias sont rivés sur la crise étudiante, le premier ministre prend sournoisement le temps de ne pas répondre aux nombreux appels des étudiants et en profites pour nous passer sous le nez le vol du siècle, sans parler du plan nord.

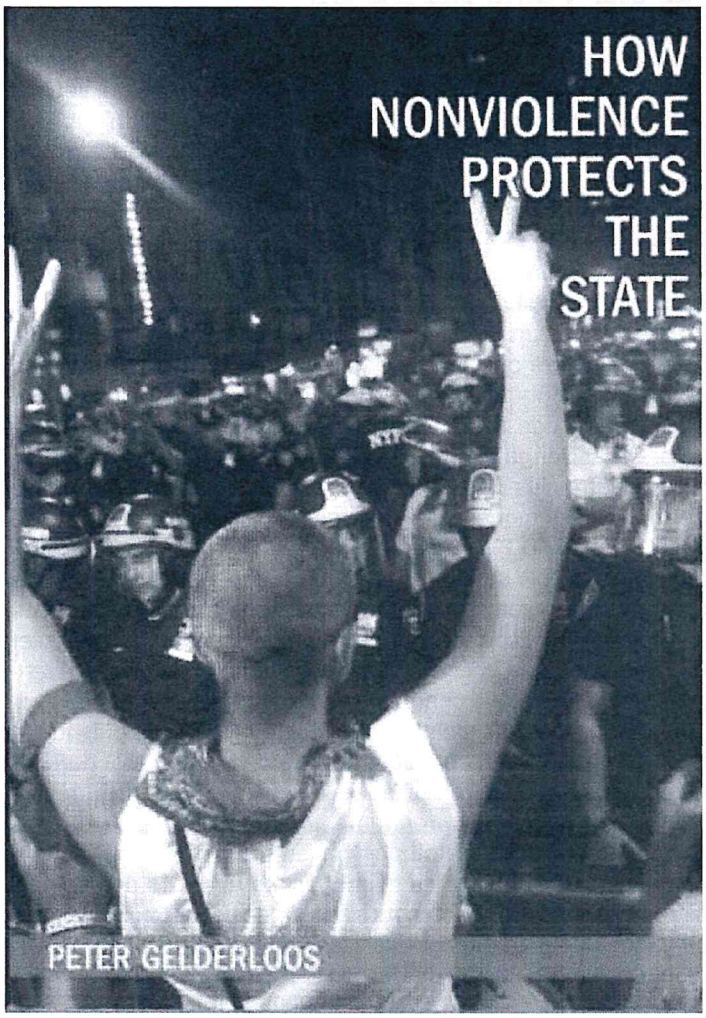
Les manifestations se succèdent, les actions directes des manifestants aussi : du mur de brique monté au pied de la porte de la ministre de l'Éducation, au carré rouge imprimé symboliquement un peu partout dans la métropole. Certains n'y voient seulement que de la provocation et d'autres du pur génie. À travers les pluies de gaz lacrymogène et les coups de bâton. La population n'y a vu que du feu puisque tous les médias de masse se sont empressés de rassurer monsieur et madame tout le monde que les manifestations se disperseront sous peu et que les policiers utilisent la force nécessaire pour gérer les manifestants nuisibles (et rappelons qu'ils ont fait perdre un oeil à deux manifestants ainsi que des centaines de blessés). Quelques manifestations plus tard, c'est le grand public qui s'ajoute aux manifestations. Des marrées de monde monstre se sont dessinées dans les rues de Montréal. En plus de déborder d'imagination pour les pancartes, costumes et slogans plusieurs demandaient la gratuité scolaire, la démission de Charest et la lancée des élections. Parceque rappelons qu'avant la crise étudiante 75 % des gens étaient insatisfait de ce même gouvernement, selon plusieurs sondages. Ensuite vinrent les casseroles! Les gens de tous milieux, de toutes générations rassemblés dans les rues de la province en tapant sur les casseroles et défilant dans les rues. L'été passe et la loi 78 aussi, puis comme tout le monde avait deviné : les élections sont enfin lancées!

Ainsi les élections lancées, nous voici pris au cou avec une course au pouvoir. Les lancées de fausses promesses sont faites. Les médias de masse sont rivés sur 3 groupes bien précis : CAQ, PQ, PLQ. Les autres me direz-vous? Les autres on s'en fou puisqu'ils n'intéressent pas les cotes d'écoute, nous parlons ici de QS et ON surtout. Ils n'ont pas eu droit aux mêmes faveurs que les 3 autres, comment rester objectif devant cela? Comment rester objectif devant des partis de droite qui veulent se dissocier absolument de toute idée de gauche, n'oublions pas que ces 2 partis restent tot de même des partis réformistes qui défendent les intérêts de l'État. Comment rester objectif devant un gouvernement biaisé de A à Z et qui ne s'en cache même plus? Que ce soit la corruption, méthode de vote, le comptage, la présentation offerte ou encore la méthode de représentation du citoyen au sénat. Tout est dépassé et biaisé. D'ailleurs dans un reportage fait par l'équipe d'Infoman en 2009, ils ont démontré que la méthode de vote versus le rapport d'erreur n'est pas équitable. Bref, la marge d'erreur est plus grande que la marge des votes. Dans leur reportage ils ont réussi à faire voter Omar Bongo ex-président du Gabon. Donc, la marge d'erreur doit être plus petite que le nombre de votes qui séparent le 1er du 2e. Donc quelle est l'alternative et surtout est-ce que le vote est légitime ? Depuis des années on se fait harceler qu'il faut voter, remplir son bon devoir de citoyen. Est-ce vraiment ça le devoir du citoyen se lever aux 4 ans pour dire qui on veut voir à la tête de notre pays et/ou province pour nous « représenter »? La méthode de vote est dépassée, la méthode de représentation au sénat et à la chambre des communes est depuis longtemps dépassée. Le point central doit être changé, puisque le reste n'en est que la conséquence. Le centre d'intérêt du gouvernement doit changer, puisque le capital a des effets dévastateurs sur le plan environnemental et social. Parce que ne l'oublions pas, si ce n'était pas l'enjeu premier de ces gouvernements, plusieurs conflits qui ont éclaté au cours de ces dernières années n'auraient jamais fait surface. Contrairement à la croyance populaire, les gouvernements suivent vraisemblablement la voie que les investisseurs leur dictent. Le discours populaire commence à se rallumer. D'ailleurs même les partis sont biaisés puisque techniquement aux 25 ans tous les partis devraient être changés. Au-delà de ça, le parti risque d'être envahi par des gens qui veulent s'assurer une belle carrière engendrant la corruption et ayant pour but le capital. Comme nous le savons tous, le capital est source de tous les vices.

Donc après une lutte à la candidature acharnée, le PQ remporte le pouvoir. Pauline Marois a promis qu'elle abolirait la loi 78, qu'elle annulera la hausse de 82%et ce dans les 100 premiers jours de son mandat. Elle a la lourde tâche de refaire le Québec que Charest et son équipe ont détruit depuis 9 ans. Maintenant, avec la première première ministre dans l'histoire du Québec elle dit vouloir être plus à l'écoute du peuple québécois. Personnellement je ne crois pas en le système démocratique actuel. Il y a trop d'intérêt pour le lobbyisme, la corruption et un système archaïque basé sur la richesse, le pouvoir et une fausse représentation du peuple. En résumé, les gens évoluent, mais pas au même rythme que la politique gouvernementale et c'est un gros problème puisqu'un système doit comprendre beaucoup plus de choses en considération et s'adapter à l'avenir sans se répéter ou stagner dans leurs mauvaises habitudes. Parce que trop souvent l'Histoire a la fâcheuse habitude de se répéter.

Certes nous n'avons pas de remèdes miracles pour la gérance parfaite d'une province ou d'un pays, mais nous croyons qu'un système fort est un système qui dépend du peuple et non l'inverse.

Charles



One would think that the critics of the system and the state have already delved deeply into their own thought processes, of their lives, and of their actions. Why then is Peter Gelderloos getting so little dialog when criticizing nonviolence as a monopolistic tactic in fighting for a better world? This is the question the author tries to answer in his reader-friendly socio-political book How Nonviolence Protects the State. It is aimed mainly at freedom fighters with prior basic notions of anarchism and anti-capitalism, and understanding of the links between fighting against racism, sexism, homophobia, and the state. The book is geared towards those who have already heard of activists such as Mumia Abu-Jamal and subcommandante Marcos, as well as groups such as Food Not Bombs or the Animal Liberation Front. Most of all, he addresses people who feel that there is no place for injustice in this world and who want to do something about it. Throughout his book, long time activist Gelderloos demonstrates, through well researched chapters, how nonviolence is ineffective (chapter 1), racist (2), statist (3), patriarchal (4), tactically and strategically inferior (5), and deluded (6). The final chapter gives a canvas of possible alternatives for revolutionary activism.

Peter Gelderloos has published several works and is a full time activist in the following movements: anti-prison, anti-globalization, and anti-war. He is not a proponent of aggression, but has experienced the consequences of nonviolent activism by serving jail time. He participated in creating two anarchist community centers.

The following are six connecting points on how pacifist movements reproduce and perpetuate, by their values and strategies, the very structures of injustice they wish to tear down.

Starting off in the first chapter, previous victories of nonviolent struggles are debunked and showed as falsified and ineffective. The independence of India, the cap on the nuclear race, the desegregation in the US, and the end of the Vietnam War are always portrayed by pacifists as proof of the effectiveness of nonviolent activism. From a historical point of view, these events included not only violent elements in forms of resistance, but did not achieve fully all of their goals in creating a better world.

Violence raged across India mutually between Great Britain and the Indian people. The Indians were demanding independence. The colonial rule by the English oppressor started to weaken because of previous expenditures on international conflicts. India as a colony was no longer lucrative. Riots and bombings simply precipitated the transfer of power to a neo-colonial rule. Gandhi himself didn't solely preach nonviolence.

In the nuclear arms race saga, the proliferation slowed down, rather than stopped. It was deemed pointless to continue producing weapons of mass destruction when there was already more than enough to blow up the whole planet. The new nuclear weapons are solely tactical; consequently neither the demos, nor the sabotages had any significant effect on the governments.

The civil rights movement was neither exclusively nonviolent, nor was it a victory. Minorities are still being discriminated against, even though segregation has been abolished. But its official abolition by the government resulted more from black riots than from actions by Dr. Martin Luther King Jr. and his numerous followers. John F. Kennedy passed the Civil Rights Act after realizing that violence from Afro-Americans could no longer be contained. Yet, the Black Panther Party was founded after the Civil Rights Act, showing that the problem was not solved.

The end of the Vietnam War came not from protests in the US, but from the resistance to the invaders by the Viet-Cong abroad. The money spoil over the "unwinnable" war, the overwhelming number of casualties, and the lack of voter confidence forced the US government to back out of the conflict. In general, despite millions demonstrating peacefully to prevent and/or stop wars has failed, including the largest mobilization in history against the 2003 invasion of Iraq.

Pacifism, in chapter 2, is shown as racist and manipulating the struggles of people of color to its own advantage. Pacifist mo-

vements are typically composed of privileged white middle class people, who tend to ignore radical non-white activists using violent methods of liberation. Because they impose their values on how the oppressed masses should resist, these movements tend to reproduce the same dynamics as colonialism. They are telling them to endure violence directed at them until they talk with their oppressive white counterparts and convince them to stop. However, the reality is that each community is able to determine by which means they can liberate themselves from oppression, including self-defence and counterattack. Even Dr. Martin Luther King Jr. spoke of an anti-capitalist revolution and supported the armed struggle of the Viet-Cong. Pacifists fail to quote such diametrically opposed ideas to their own.

States, which represent and protect capitalism, white supremacy, and imperialism, survive by educating people that the state is the only legitimate force allowed to use violence to prevent chaos and oppression in the population. To fight oppression is to fight the state. Chapter 3 illustrates how nonviolence advocates are statist by helping out the state to pacify and disarm the population in advance of any conflict. Therefore, the population is no longer a threat to the oppressor (the state), and the state profits from this passivity. Nonviolence is a privilege that visible minorities, victims of racial and social profiling, do not have, because constantly targeted (i.e. by police).

Playing such a patriarchal role, pacifists excuse to the oppression of women in history because as the 'weaker sex' they cannot be involved in violent conflict. On the contrary, chapter 4 demonstrates that women, queers, and trans people in history have fought back against oppression. It is machismo and sexist to think that they are unable to fight back or to hold key or core positions in organizations. Pacifist groups, by dictating nonviolence and passivity to its members and others, perpetuate patriarchy.

Nonviolence is tactically and strategically inferior, as stated in chapter 5. One of the biggest weaknesses of pacifist groups is that they will team up with allies sharing the same tactics rather than the same goals. Four types of nonviolent strategies are mainly used, but are useless. First, the morality play consists of disseminating information through education, but it often has no weight because corporate media controls propaganda. Media are only one of the manufactures of conformity: cultural institutions such as churches and Boy Scouts are good examples. It's impossible to convert the hearts and minds of the people without destroying the systems that infected them in the first place. Lobbying is the second strategy and consists of pressuring a government into contradicting its own interests. In addition, pacifist lobbies do not have the same leverage that their corporate counterparts do. Third, creating alternative structures do show that the state is undesirable. These alternative structures (movements) are powerless against state repression and capitalism's ability to relabel and corrupt their ideas. Finally, generalized disobedience, through strikes, boycotts, blockades, etc. are good tactics they weaken the perfect image of how democracy works. These tactics put the government under pressure, but do not destroy it or redistribute power and wealth to the people. Repressive structures and capitalism remain unshaken.

As explained in chapter 6, nonviolence practitioners are deluded on several points. "Revolutionary militants act impulsively and irrationally." On the contrary, their willingness to participate in armed struggle after researching revolutions is a living proof that the movement is not acting out on impulse, added to the fact that carrying out a militant action demands hours of preparation. "Pacifists do fight back." Despite passive resistance such as sit-ins and self-chaining, oppression continues. "Throughout history, there was violence, pacifism is therefore revolutionary" However, state does not cede power without a threat of losing all of its power. "The state will acknowledge the nonviolent path of pacifists by respecting them" Unfortunately, the Kent State students or the Tiananmen Square massacre contradict this theory. "A violent revolution inevitably leads to authoritarianism" This is pop psychology: it is illogical to think that human beings can be free of will now and only be socially predetermined after the revolution. Hence, it would be easier to put an end to violence once the very structures that systematically perpetuate them would be destroyed. "The means used in revolution determine the ends." However, after Red Cloud's War of 1866, where Natives killed white soldiers, the Lakotas enjoyed a decade of peace without killing one another. "All forms of violence alienate people (i.e. videogames)." However, to "love the enemy" create grounds for more interpersonal violence. "People who use violence to fight oppression cannot be humanized" The Zapatistas are the opposite living proof: they received world wide approval in 1994.

In the final chapter, alternatives are suggested to replace nonviolence, as a unique tactic, through various actions, ways of viewing the struggle, and allowing different types of people into more appropriate roles based on their strengths to work towards the revolution. The common point of violent revolutions that became authoritarian regimes (USSR, China, etc.) was that these movements were originally hierarchical and perpetuated this coercive and dominant structure. Today's revolutionary movements must be anti-authoritarian in their functioning and thinking patterns. Power and autonomy must grow and stay at the grassroot level. Communication flows through an elected representative whose sole power is to share the opinions and ideas of their group into a whole in a coordinated federated community of these groups. People would also belong to several groups, avoiding clan disputes. Obviously, anarchy is chosen as the best model to free people from oppression. It worked in Spain, Bolivia, Chiapas, American First Nations communities, in Ukraine, etc. and it will work again.

Gelderloos efficiently brings out numerous flaws in using nonviolence as a solution for every struggle. He shines a critical-eye on the nonviolent moral code which does not allow self-criticism. Finally, he argues how nonviolence contributes to reinforce the oppressive system. Nonetheless, the book ends on a hopeful note.

Gelderloos, Peter. 2007. How Nonviolence Protects the State. Cambridge, MA: South End Press, 182 p.

This article was published with kind permission of the author. A continuation of the book is being published this summer: The Failure of Nonviolence: From the Arab Spring to Occupy. It will be presented at the Seattle Anarchist Bookfair.

Étienne

L'ACTION DIRECTE DANS LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

QUAND L'ACTION DIRECTE RENCONTRE UN MOUVEMENT DE MASSE

Comme c'est le cas dans un bon nombre de luttes populaires, la lutte étudiante du printemps 2012 a connu son lot d'expérience d'action directe. Cela n'était bien sûr ni une nouveauté, ni spécialement particulier. En effet, l'action directe est souvent inévitable dans un conflit de la sorte et quoi qu'en dise ces détracteurs et détractrices, elle est généralement profitable au mouvement. Cependant, c'est dans le cadre d'un mouvement social de masse que l'action directe démontre le plus clairement son utilité.

Action directe et mouvement étudiant

Le mouvement étudiant émerge vers la fin des années 1950 [1]. Cependant, c'est vers la fin des années 1960 qu'il gagne en combativité. Dès cette époque des actions qui sortent du cadre traditionnel de la politique bourgeoise sont entreprises. En octobre 1968, la première grève étudiante générale illimitée est déclenchée et durera environ un mois. Elle sera responsable, en grande partie, du gel des frais de scolarité pendant plusieurs décennies [2]. Outre les manifestations, les occupations d'institutions scolaires sont également une tactique du mouvement.

Le 12 octobre 1968, 17 lieux d'enseignement sont occupés[3]. Comme on l'a vécu au printemps dernier, les étudiant-e-s sont réprimé-e-s et l'anti-émeute intervient pour déloger les occupant-e-s du Cégep Lionel-Groulx. Même chose durant la seconde grève générale étudiante, en 1974, qui portaient sur les prêts et bourses. Les occupations ne se limitent pas aux lieux d'enseignement; en 1983, environ 500 étudiant-e-s occupent les bureaux de Radio-Canada [4]. Parmi les actions, on note aussi des émeutes et du «vandalisme» qui se retrouve plutôt à être une «réappropriation artistique» des murs de certains campus. Dès cet époque, plusieurs factions s'opposent au sein du mouvement ; ceux et celles qui prônent une stratégie de combat, de

mobilisation et d'instauration d'un rapport de force versus ceux et celles qui souhaitent la concertation et la collaboration avec l'État. Parmi les plus combatives, on retrouvera l'ANEEQ, le MDE et l'ASSÉ qui s'opposeront, à travers le temps, aux fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ ainsi que leurs ancêtres RAEU et FAEUQ). Un autre symptôme des tensions qui règnent entre le gouvernement et les étudiant-e-s se retrouve dans la dénonciation de la brutalité et de la répression policière et ce, dès les années 1960. Il y aura, au final, incluant le printemps 2012, 9 grèves générales au sein du mouvement étudiant [5] mais aussi d'innombrables autres conflits que ce soit au niveau local ou national qui seront témoins de maintes manifestations d'action directe.

La grève de 2012 et sa préparation, qui commence dès 2010, comportera également beaucoup d'expériences d'action directe. Parmi celles-ci, entre autre : la perturbation de la rencontre des partenaires en éducation le 6 décembre (2010) à Québec, le blocage de la tour de la bourse le 16 février, le blocage de Loto-Québec le 7 mars, l'émeute du 15 mars dans le cadre de la journée contre la brutalité policière, l'émeute contre le Plan nord le 20 avril, la 1ere manifestation de nuit où un contingent de black bloc est présent le 24 avril 2012, la manifestation du 1er mai, l'émeute de Victoriaville le 4 mai, le blocage du métro suite à des fumigènes le 10 mai, les manifestations de soir qui tournent presque à l'émeute après la loi 12 le 18 et le 19 mai, la manifestation contre le Grand Prix le 7 juin. À cela il faut ajouter toutes les lignes de piquetage qui se sont tenues dans plus de 30 établissements entre le 13 février et le 4 septembre.

On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs

Quand nous sommes dans une situation où nous n'avons aucun pouvoir sur les politiques décidées, ce qui est le cas de nombre de travailleurs et travailleuses, de précaires, de chômeurs et chômeuses, d'étudiant-e-s dans le système capitaliste, nous devons utiliser de stratégie autre que celles proposées par les élu-e-s et dirigeant-e-s. L'action directe consiste en des actes politiques, collectifs ou individuels, qui sortent des moyens prévus par les politicien-ne-s de faire entendre sa voix (par le vote, les pétitions, les représentations politiques traditionnelles etc.). C'est d'une part refuser de passer par un-e représentant-e mais aussi d'agir soi-même. L'action directe critique également la question de la légalité en lui opposant l'idée de légitimité. Elle s'inscrit donc dans une critique du parlementarisme. Bref, c'est l'action politique des dominé-e-s, c'est la grève, le sabotage, les occupations, les blocages, la destruction de biens matériels symboliques et la réappropriation. L'action directe peut inclure de la violence; cette violence constitue une réaction face à celle que nous subissons chaque jour dans le capitalisme.
L'action directe semble avoir été plus que profitable ce printemps. D'une part, sans grève, très peu de gains auraient pu être possibles. Les occupations, blocages et perturbations économiques ont obligé le gouvernement à entendre nos revendications et constater notre détermination. Les blacks blocs et les émeutes ont permis d'exprimer notre raz-le-bol contre le système capitaliste et la violence de l'État, via sa police. Si les grandes manifestations ont permis de démontrer notre grand nombre et ont participé à la mobilisation, celles-ci auraient été inutiles sans le reste des actions directes, violentes ou non qui ont eues lieu ce printemps.

Une des preuves de cette affirmation est le lien qui peut être fait entre les actions plus musclées du mouvement étudiant et les propensions du gouvernement à négocier. La semaine du 23 avril, après 10 semaines de grève et après l'une des plus grande manifestation de l'histoire du Québec (22 mars 2012), le gouvernement se décide à négocier avec les organisations nationales étudiantes (excluant la Classe). C'est 3 jours après l'émeute contre le Plan Nord et 5 jours après les affrontements à l'Université du Québec en Outaouais. Le lendemain de l'émeute de Victoriaville, une entente de principe est convenue entre le gouvernement et les différent-e-s leaders étudiants. Celle-ci sera rejetée par la base très rapidement. Quelques jours après le début du mouvement des casseroles et après la plus grande arrestation de masse à Montréal, les négociations sont rétablies. Elles se finiront sur une impasse le 31 mai. Malgré ce qu'en disent le gouvernement, c'est suite aux moments de tensions les plus intenses qu'il s'est décidé à négocier … et non suite aux manifestations monstres qui, sans anicroches, sont restées de belles parades.

Est-ce que l'action directe nuit au mouvement ?

La classe dominante, étant très consciente des limites de la «démocratie» actuelle pour amener le progrès social, a tout intérêt à ce que la «contestation» demeure dans les règles du système c'est-à-dire via les élections, les pétitions et la concertation avec elle, moyens qui changent rarement quelque chose. L'histoire a démontré plus souvent qu'autrement, que les véritables changements progressistes sont issus d'initiatives populaires, dans

la rue et non par le haut, c'est-à-dire par les élites. Celles-ci n'ont aucun intérêt à ce que les riches soient plus taxé-e-s pour financer la gratuité scolaire, aucun intérêt à l'autogestion des écoles et aucun intérêt à ce que tous et toutes, peu importe leur statut économique, puisse accéder à l'université. Bref, les politicien-e-s souhaitent que l'on reste docile et qu'on lui démontre notre opposition par des moyens pacifiques qui, au final, ont peu d'impact. C'est pourquoi ils et elles disent qu'ils et elles négocieront seulement avec les mouvements pacifiques, qu'ils et elles appellent au calme, à contester de façon civilisée etc.

Ce message, constamment relayé dans les médias, est même repris par plusieurs militant-e-s. Ceux et celles qu'on a appelé-e-s les «paci-flics» c'est-à-dire des manifestant-e-s qui s'en sont pris (parfois physiquement … ironique non ?) à ceux et celles qui faisaient de l'action directe et qui participaient aux black blocs ont joué le rôle de la police et sont entré-e-s dans le jeu des élites.

Action directe et mouvement de masse

Si la grève à démontré que l'action directe pouvait être efficace, il faut rester critique. Il ne faut pas tomber dans l'activisme, c'est-à-dire placer l'action directe comme summum de la stratégie et se concentrer que sur elle. Il faut aussi, et surtout, s'organiser que ce soit dans nos quartiers, nos lieux de travail, nos lieux d'étude, nos communautés etc. Si l'action directe permet de se réapproprier la violence, qui est en ce moment uniquement dans les mains de l'État et faire changer la peur de camp, cela reste temporaire. Et malgré nos réjouissances à la vue d'un black bloc efficace, le gouvernement ne tremble pas de peur suite à quelques vitrines cassées. Cependant, quand les organisations politiques, les syndicats, les associations étudiantes, les groupes féministes gagnent en nombre et se radicalisent, c'est là qu'on gagne. C'est quand nos écoles et nos usines sont en grève que nous avons le plus de chance d'avancer nos luttes. Bref, c'est quand notre rapport de force est grand et nos réseaux solidaires, à travers des mouvements de masse radicaux, que notre action directe à le plus de portée.

A las barricadas

1. Lacoursière, Benoit, 2007, Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006, Montréal, Sabotart Éd., coll. « Mémoire & Luttes » , 179 p. (voir p.17)
2. Association pour une solidarité syndicale étudiante, consulté le 2 novembre 2012, «Historique des grèves générales», site web http://www.bloquonslahausse.com/vers-la-greve-generale/historique-des-greves-generales/
3. Gagnon, Lysianne, Hiver 2008,«Bref historique du mouvement étudiant au Québec de 1958-1971», Bulletin d'histoire politique, vol.16 n°2, hiver 2008, p.13-, version informatique, http://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-2/bref-historique-du-mouvement-etudiant-au-quebec-1958-1971/
4. Lacoursière, Benoit, op.cit., (voir p. 49)
5. Association pour une solidarité syndicale étudiante, op.cit.,

LA CLASSE ET LA CASSE

LA QUESTION DE LA VIOLENCE DANS LA GRÈVE ÉTUDIANTE

Le conflit du printemps 2012 a été traversé par plusieurs débats, mais celui de la violence a été central. En effet, la question de la violence a traversé le mouvement étudiant et l'a divisé. On l'a vu à travers les débats houleux qui se sont tenus dans les assemblées générales étudiantes. On l'a aussi vu de par les positions divergentes des associations étudiantes nationales : la FECQ et la FEUQ dénonçaient la violence sans équivoque, tandis que la CLASSE s'était dotée d'une position plus ambivalente. Cette division s'est aussi fait sentir dans les manifestations quand, malheureusement, certains individus s'attaquaient aux personnes masquées au nom de l'opposition à la violence.

Le gouvernement a aussi exigé à maintes reprises, comme condition au dialogue, que la violence soit dénoncée et a même tenté d'exclure la CLASSE des négociations sur cette base. Bref, la question de la violence a été omniprésente dans la grève étudiante et mérite, en ce sens, une attention particulière, car elle illustre un problème social plus large, celui de la délégitimation de la lutte politique.

À travers une analyse du discours qu'a tenu le gouvernement sur la violence, l'objectif sera de démontrer que la violence est un concept utilisé par le pouvoir dominant pour contrôler les pratiques politiques afin que celles-ci se maintiennent dans le cadre de l'ordre établi. En un premier temps, le traitement des formes d'action politique sera analysé et, en second temps, il sera question du discours gouvernemental porté sur ses opposants et ses opposantes. Pour conclure, à partir de ce discours sur la violence, des pistes de réflexion seront dégagées pour réfléchir sur l'avenir des mouvements sociaux.

Tout d'abord, en portant attention à la façon dont l'État, à travers les médias, est intervenu dans la grève étudiante, on voit rapidement que toutes formes de perturbations ou de remises en question de l'ordre établit ont été placées sous la catégorie de la violence. Les actions directes sont devenues du vandalisme et des actes de violence, bloquer un pont, un geste politique maintes fois employé dans le passé, est devenu une prise d'otages, les occupations, acte pacifique de reprise temporaire d'un espace, ont été fortement réprimées et criminalisées.

Les manifestations, acte politique fondamental dans une démocratie en santé, ont été comparées à des gestes prônant le désordre social si elles n'étaient pas convoquées d'avance et si leur itinéraire n'était pas remis à la police.

Plus largement, la désobéissance civile, forme d'action ayant mis fin à plusieurs formes d'oppression, dont la ségrégation américaine et l'apartheid en Afrique du Sud, a été tout simplement criminalisée.

Même les assemblées générales, base organisationnelle du mouvement étudiant, ont été le théâtre d'une ingérence sans précédent du gouvernement dans le fonctionnement des associations étudiantes.

En effet, le gouvernement a plusieurs fois qualifié les votes à main levée et les débats en assemblée générale d'actes d'intimidation, remettant ainsi en question la démocratie directe, forme de démocratie remettant en question la démocratie parlementaire. Bref, le gouvernement a posé un cadre strict et coercitif dans lequel il accepte qu'on le conteste, mais toute action posée hors de ce cadre est discréditée, criminalisée et réduite à un geste de violence.

Puis, si le discours du gouvernement sur les formes d'action politique laisse déjà entendre une intolérance à la contestation, celui portant sur les individus ne laisse aucun doute. En effet, jamais les contestataires n'ont reçu une aussi mauvaise presse. Premièrement, le simple fait de réduire les opposants et les opposantes à la hausse des frais de scolarité à des « carrés rouges » est tout simplement déshumanisant. Il devient plus facile de démoniser des contestataires si leurs personnalités ou leurs convictions distinctes sont évacuées.

D'un moment à l'autre de la grève, ces « carrés rouges » ont aussi été traités de casseurs s'ils brisaient la vitre d'une banque, limitant ainsi un geste issu d'une pensée politique à un crime gratuit, des jeunes plaçant un fumigène dans le métro, fumigène qualifié d'inoffensif même par des employés d'expérience de la Société de Transport de Montréal, ont été qualifiés de terroristes. Cette campagne de salissage du gouvernement a même donné des fruits lorsque Éric Duhaime est même allé jusqu'à faire un rapprochement entre les contestataires étudiants et le tireur ayant sévi au Metropolis lors de l'élection de Pauline Marois. Bref, être un individu s'opposant à Jean Charest et son gouvernement, c'était risquer de voir tout sens politique, toute critique, extirpé de soi et être réduit à l'état de criminel, de terroriste ou de simple petit bout de feutre rouge.

Ensuite, devant cette attitude de l'État à l'égard de la contestation, il faut se demander ce qui se cache derrière une telle posture. D'emblée de jeu, une proximité très grande entre la violence et la criminalité saute aux yeux. C'est effectivement avec un angle juridique que l'État analyse la contestation politique, car il vient d'être démontré que ce qui est légal est accepté et ce qui ne l'est pas est discrédité et condamné.

Le politique est donc assujetti au juridique, ce qui est dangereux pour une société démocratique, car les lois ne sont pas toujours légitimes, tout comme les décisions politiques du gouvernement et limiter l'espace de contestation au cadre légal, c'est refuser le rôle du politique dans la société. Un gouvernement reconnaissant la valeur d'une société civile alerte ne criminalise pas la contestation, il en reconnait la teneur politique et se porte à son écoute.

Pour conclure, face à ces attaques sans précédent d'un gouvernement contre les mouvements sociaux, il faut se demander comment réagir à l'avenir par rapport à la question de la violence. Ce qui est constaté au fil de l'analyse précédente, c'est que la violence est une idée floue et intangible. Personne ne s'entendra sur ce qu'est la violence, alors un compromis ou un consensus sur cette question semble irréaliste. Ce qui est proposé ici est que, politiquement, la violence est un concept fourre-tout qui peut être mobilisé à toutes fins. Le gouvernement Charest, comme il vient d'être présenté, l'a utilisé pour discréditer socialement toute forme d'action illégale, peu importe sa légitimité politique.

Cette mobilisation de la violence comme outil d'exclusion et de contrôle social s'est fait à travers une guerre des mots où chaque forme de désobéissance civile a vu son sens politique évacué et remplacé par un sens strictement criminel. Il faut maintenir que le bris de vitres d'une banque n'est pas du vandalisme, mais bien de l'action directe dénonçant le rôle des banques dans la corruption du système et l'appauvrissement général de la population. Il faut maintenir qu'un piquet de grève n'est pas de l'intimidation, mais le respect du droit politique de faire grève.

Lorsqu'un manifestant masqué est traité de casseur infiltrant le mouvement, il faut rappeler que cet individu est peut-être celui qui vous a gentiment tendu le tract vous invitant à cette même manifestation. Bref, il ne faut pas capituler devant les mots.

P.

SECTION MONTREAL SISTERHOOD

ÉDITORIAL

« Ne me libère pas, je m'en charge »

Au printemps 2012, nous avons vécu une grande période d'effervescence politique, ce qui a amené les esprits à se solidariser, mais également à se confronter. Les moments de luttes sont riches en réflexion et permettent de se pencher sur certaines contingences idéologiques. En effet, pour plusieurs femmes, ce moment a permis de prendre connaissance de leur oppression qui persiste, encore malheureusement, dans les mouvements militants. De notre côté, nous avons également pu faire un bilan personnel et collectif de notre expérience de lutte. C'est dans ce contexte que nous avons dû répondre à la déception et l'incompréhension de certain(e)s de nos camarades face à la structure non-mixte de notre organisation.

La non-mixité est un outil de lutte qui se traduit par un désir d'autonomie et une volonté de certaines femmes de se regrouper entre elles afin de lutter principalement au sein de groupes féministes, mais aussi dans d'autres luttes sociales comme les groupes anticapitalistes, syndicaux ou étudiants. D'ailleurs, nous pouvons retrouver plusieurs organisations dans lesquelles certaines femmes se retrouvent en sous-groupes ou en comités femme et qui se concertent entre-elles sur les enjeux les touchant directement. La non-mixité ne s'étend pas uniquement aux réunions où il y a prise de décisions, elle peut aussi être présente dans certaines manifestations, soirées festives, etc.

Il existe plusieurs raisons poussant les femmes à vouloir se regrouper entre elles. Il y a premièrement, un désir d'autonomie. Celles-ci souhaitent être partie prenante du processus décisionnel au sein de leur collectif, et ne plus faire face à la division sexuelle des tâches militantes. De plus, tout comme le slogan « Ne me libère pas, je m'en charge » l'indique, les militantes souhaitent que la lutte soit menée par les personnes qui vivent l'oppression directement. La non-mixité leur offre aussi un endroit sécuritaire pour échanger entre-elles leurs expériences personnelles pouvant être plus difficiles à aborder avec des hommes. Malheureusement, dans les groupes mixtes, la primauté n'est jamais ou rarement accordée aux luttes féministes, c'est donc pourquoi nous voyons cet enjeu continuellement repoussé après les autres aspects soi-disant plus prioritaires. De plus, les militantes ont fait une réflexion sur la présence du machisme dans ces groupes, qui n'est pas nécessairement volontaire, mais qui toutefois subsiste et influe négativement sur la dynamique de lutte.

La non-mixité regroupe donc des personnes ayant des intérêts en communs. Les femmes ne sont pas les seules à utiliser cette structure d'organisation. En effet, nous pouvons la retrouver dans les assemblées générales d'associations étudiantes ne s'adressant qu'aux étudiants(e)s, de même que pour les syndicats qui ne regroupent que les travailleurs et travailleuses.
Donc, oui, pour toutes ces raisons, le Montreal Sisterhood est un groupe féministe radical non-mixte. Il est néanmoins frustrant parfois pour nous de devoir constamment justifier ce choix auprès de nos camarades. La non-mixité nous a permis de développer une plus grande confiance en nous, en nos opinions politiques, de trouver un milieu sécurisant pour partager nos expériences, d'explorer en profondeur les thématiques qui nous touchent, de ne pas hésiter à prendre des tâches publiques, etc.

La non-mixité se retrouve partout dans les groupes politiques gravitant autour de nous. De plus, la majorité des gens nous démontrant un malaise face à cette structure militent eux-mêmes dans des groupes affinitaires inclusifs réunissant des individus ayant les mêmes intérêts ou mode de vie et tout comme nous, les mêmes motifs de lutte. Il est alors, dans ce cas, incohérent de nous reprocher notre non-mixité.

En conclusion, en tant que groupe féministe, nous croyons fermement que nous n'avons aucune raison de justifier notre non-mixité, du moins pas davantage que les autres groupes militants. Le Montreal Sisterhood est légitime et se doit d'exister dans notre milieu. La non-mixité nous a toujours été imposée

par la société patriarcale dans toutes les sphères de nos vies que ce soit dans le sport, dans les professions, dans la musique ou le combat. Aujourd'hui nous nous réapproprions notre liberté d'action en tant que femmes. Évidemment, non-mixité n'égale pas guerre des sexes. Nous lutterons toujours avec nos amis et les intégrons à notre lutte puisqu'ils sont nos frères. En effet, nos camarades peuvent participer à nos évènements, seulement, ils n'ont pas à faire partie des prises de décisions dans notre groupe. Notre simple existence permet à plusieurs de nos amis de réfléchir sur la condition des femmes et également de participer à notre lutte. En effet, depuis notre création, une réelle prise de conscience s'est amorcée dans notre milieu. Nous encourageons nos confrères à se sentir alliés à notre groupe et à se joindre à une réflexion approfondie sur le sexisme et les impacts qu'il a dans nos vies.

LES FEMMES DANS L'ACTION DIRECTE

Brèves sur le féminisme

De tout temps, on a vu les femmes revendiquer des droits qui leur étaient «rattachés» : l'éducation des jeunes filles, les mariages arrangés, le droit à l'avortement, le droit de vote, la situation juridique des femmes mariées, le travail des femmes, les politiques sociales, la santé, etc.

Avant la deuxième guerre, c'est la lutte pour le suffrage universel qui primait (pour les femmes surtout) dans les pays occidentaux. L'on retrouve évidemment quelques groupes de femmes qui jouaient leur argumentaire sur les différences entre les hommes et les femmes, c'est-à-dire que ces femmes revendiquaient le droit de vote en rappelant le rôle social traditionnel des femmes (la bonne épouse, mère de famille et tenancière de la maison) et en affirmant que le suffrage ne menacerait en rien cet ordre bien établi dans la société. Comme quoi dans toute lutte, l'éducation populaire est de mise.

Avec la Guerre, les femmes prennent conscience de leur importance dans la société grâce à leur participation à l'effort de guerre, mais principalement qu'elles peuvent bel et bien tenir les mêmes rôles que leurs maris, sans trop de difficulté (car il faut bien avouer qu'elles ont des charges en plus, soient celles de la maison et des enfants). La majorité des femmes reprennent leur rôle de femme au foyer avec la fin de la Guerre, mais l'expérience demeure présente dans la mémoire de toute une société.

Après la Guerre, on voit émerger (ou on s'en souvient simplement?) les femmes au sein des groupes dits révolutionnaires. Elles y prennent place au même titre que les hommes, mais ont-elles réellement les mêmes rôles, le même poids dans les décisions, sont-elles intimidées, opprimées ? *

Les femmes dans l'action directe, on en retient quoi ?

Les bribes d'Histoire sont écrites pour les hommes (et par les hommes), on mentionne rarement l'apport des femmes dans les luttes. Pire encore, lorsqu'on remarque que des femmes font partie de groupes de luttes, on excuse cet engagement par le stéréotype de la brebis, égarée par amour qui se plie aux désirs et aux directives de son berger de compagnon (car toujours pensée comme hétérosexuelle). On remet ainsi toujours en doute la possibilité que la femme soit indépendante dans ses choix. L'imaginaire social est profondément ancré dans la différence sexuelle.

On note une tendance au rappel de la dichotomie traditionnelle femmes/hommes par une distribution sexuée des tâches. Celle-ci répond à une conception ancienne : audace, courage, énergie pour les hommes versus douceur et dévouement des femmes. Il s'agit ainsi de réaffirmer les représentations de la différence des sexes, conception qui, en somme, fixe les règles sociales.

Les autres, ces desperados violentes et assoiffées de sang sont totalement hors nomenclature ! Elles ont dû vivre de grandes carences dans leur enfance, voilà tout. À se demander si elles sont vraiment des femmes puisqu'elles n'ont pas éduquées comme telles. On peut se renseigner sur ces faits en lisant les articles de presse rattachés à des actions «terroristes» dirigées par Action Directe (AD), par Rote Armee Faktion (RAF), par Grupos de resistencia antifascista primero de octubre (GRAPO), par Brigate Rosse (BR) et quelques autres, qui ont en commun d'avoir compter en leurs seins une part importante de femmes .

Le terme « terrorisme » est employé de manière générique par les médias pour qualifier l'ensemble des activités de ces mouvements, mais n'est pas opératoire en termes d'analyse, contrairement à « violence politique ».

On observe ainsi, de manière générale, deux cas de stigmatisation dans l'imaginaire social : soit on tend à considérer les militantes comme des femmes et alors à relativiser leur actes, soit on condamne ces mêmes militantes à la hors nomenclature totale. Dans les deux cas, on excuse, on explique à tord et à travers celles qui auront choisi et assumé leurs actes par convictions et/ou valeurs.

[À SUIVRE]

MONTREAL SISTERHOOD

NOUS SOMMES MONTRÉALAISES ET NOUS CHANTONS EN CŒUR! NOUS SOMMES MONTRÉALAISES, FIDÈLES À NOS COULEURS!

Entrevue avec une Ultra membre du B Crew

1. Qu'est ce qui t'a initiée à la culture Ultra et qu'est-ce qui te motive à chaque match de l'Impact de Montréal?

Mon initiation aux Ultras, c'était il y a plus de 15 ans. Je vivais en Europe à l'époque. J'écoutais un match à la télé, dans un café, et en arrière-plan on pouvait entendre des chants, j'ai demandé qui chantait et on m'a répondu "ce que tu entends, ce sont les supporters". Et puis, pendant une fraction de seconde, une image du virage est apparue. En Amérique du Nord, je n'avais jamais rien vu ou entendu de tel. Au retour, j'ai commencé à m'intéresser de plus en plus au foot et bien entendu à l'Impact, c'était l'époque du CCR (Centre Claude-Robillard). Un groupe c'était formé et je les ai vus évoluer au fil des années. J'ai attendu longtemps pour me joindre à eux, même si j'en mourrais d'envie. Un jour, j'ai osé et c'est à partir de ce moment-là que le processus a débuté. J'ai fouillé internet, posé des questions, observé, le reste est venu tout seul. Maintenant, je ne peux pas concevoir être ailleurs que dans le kop au stade et encore moins rater un match! Lorsque j'entre dans le kop, plus rien n'existe, sauf ce qui ce passe sur le terrain, je ne pense à rien d'autre, les problèmes, le boulot, la vie quotidienne, etc. Tout ça disparaît, idem en déplacement. Il n'y a que le match qui compte. L'énergie ressentie dans le kop ne se retrouve nulle part. Ça fait partie de moi, je serai toujours une Ultra, pas de retour en arrière possible.

2. Dans quel contexte et pour quelle raison les femmes Ultras de Montréal ont-elles voulu créer le B Crew?

L'idée du B Crew nous est venue il y a de cela 3 ans maintenant déjà. À l'époque, l'idée de base était d'organiser des soirées de filles pour se retrouver et discuter foot et autre, et ce, seulement entre femmes. Notre groupe a pris forme naturellement au fil des rencontres. Le nom B Crew lui vient de....pour le savoir faut être une B Crew!

3. Comment vous définissez-vous en tant que groupe et quel est votre rôle au sein de la section?

Nous sommes d'abord et avant tout membre d'UM02 (Ultras Montréal 2002), le B Crew est la section féminine du groupe. Avec le temps, le groupe s'est développé et transformé, même si dans le groupe et dans le kop, il n'y a jamais eu de différences entre les femmes et les hommes, nous nous sommes rendu compte que certaines filles se sentaient parfois intimidées et étaient mal à l'aise de poser des questions ou même de contacter le groupe. Certaines avaient envie de s'impliquer mais ne savaient pas comment faire. Donc, on a développé l'idée et cette année nous avons lancé la page FB, être plus visible, nous l'espérons, aidera à attirer d'autres femmes au sein du groupe. Cette saison, plusieurs filles se sont jointes à nous en 132 (section ultra au stade), nous sommes là entre autre pour les aider à s'intégrer si elles en ont besoin. Une section féminine est aussi très utile en déplacement! La vie d'Ultra peut être rude parfois et avoir des amies pour se soutenir dans les moments disons difficiles, c'est précieux!

4. Quel a été la réaction de vos confrères lors de votre création?

L'initiative a été saluée par tous. On nous a appuyées dès le départ et nous avons été fortement encouragées à continuer. Leur appui est extraordinaire.

5. Comment définirais-tu la culture Ultras à Montréal?

Pour pouvoir parler de culture, le mouvement doit d'abord être

ancré dans le quotidien et la tête des supporters. En Europe, la culture est là depuis très longtemps, à Montréal, après 10 ans, le mouvement Ultras continue de grandir et de se développer certes, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour pouvoir vraiment parler d'une culture. L'idée de faire partie du match, de le vivre, d'en être un acteur ou une actrice est encore marginale. La coutume est plutôt de simplement et gentiment réagir à l'action quand on le demande (faites du bruit) et en restant sagement assis(e)s. Avec internet et les réseaux sociaux, c'est plus facile maintenant d'apprendre les grandes lignes de ce qu'est le mouvement et la culture et de suivre les activités du groupe, mais il n'y a qu'une seule façon de devenir une Ultra ou de comprendre vraiment ce que c'est, tu dois le vivre, et ce, tous les jours, pas seulement les jours de match! Te prendre 2 billets par saison en tribune, mettre ta photo sur ton mur Facebook en portant l'écharpe du groupe ne fait pas de toi une Ultra. Être Ultras c'est un mode de vie, tu en manges, tu y penses, tu suis ton équipe, t'en a besoin, tu le vis. Ce n'est qu'une petite partie des supporters qui vivent la culture. Le mouvement ici est encore très fragile, nous en sommes tout justes à créer et développer notre propre identité, pas seulement calquer ce qui se fait ailleurs en Europe, mais créer une énergie typiquement Montréalaise. Il suffirait de peu, d'après moi, pour qu'elle disparaisse, sans UM02 le mouvement meurt donc parler de culture Ultras est encore prématuré, mais ça viendra! Chaque année de nouveaux membres se joignent à nous et s'impliquent et le nombre d'Ultras au sein du groupe augmente.

6. Comment répondrais-tu à quelqu'un qui affirme que les filles dans la section Ultras ne sont que les blondes des supporters?

Il y a des femmes qui sont arrivées par elles-mêmes. Il y en a même qui se sont jointes au groupe avant leur chum! Bien sûr qu'il y a les copines de Y et alors, on s'en fout et par ailleurs, il y'a aussi les copains de X. J'ai vu des filles amener leur conjoint pour la première fois en tribune et se donner 10 fois plus pour encourager les joueurs que des mecs habitués du kop! Et alors qu'elles soient là au début que pour accompagner chéri, il faut bien commencer quelque part. Certaines membres du B Crew qui ont été initiées par leur conjoint font maintenant parties de celles du groupe qui s'impliquent le plus. Les femmes du groupe s'y connaissent autant question foot que leur camarades masculins et si ce n'est pas le cas, elles sont curieuses, s'informent, apprennent et je trouve ça génial! Le sport est encore malheureusement vu comme "une affaire de gars", mais c'est en train de changer!

7. Qu'aimes-tu le plus de la culture Ultra?

De pouvoir vivre sa passion complètement et sans retenue. Mes proches ne comprennent pas, par exemple, que pour moi, il n'est pas question de rater un match. Devoir expliquer et justifier tout le temps devient lassant avec le temps. Parmi le groupe, je n'en ai pas besoin, nous sommes lié(e)s par la même passion, on se comprend. J'aime aussi le fait qu'un groupe Ultras est indépendant de l'équipe qu'il appuie. On fait les choses comme on en a envie, contrairement à un groupe de fans conventionnel, si on n'est pas content(e)s, on va leur faire savoir, si nous en sommes fièr(e)s encore plus, et ce, à notre façon.

8. Dirais-tu que les femmes ont autant de tâches que les hommes dans la section?

Absolument, certains dossiers sont gérés par des femmes. Les femmes du groupe ont la même place que les hommes et s'impliquent de la même façon. Il n'y a pas de différence entre hommes et femmes dans le groupe.

9. Est-ce que vous féminisez vos chants et y a-t-il des gars qui commencent à le faire?

Non, ce serait le bordel et ça sonnerait mal. Nous ne voulons pas que les chants soient modifiés. Par contre, avec le temps, il n'est pas impossible de voir apparaitre des chants du B Crew. Cette année la première bannière B Crew a fait son entrée au stade ainsi qu'un deux-mâts fabriqué pour nous par un mec comme quoi...

10. Qu'est-ce qui différencie les Ultras des Hooligans ? Te considères-tu «Hooligirl»?

Les différences entre les deux se trouvent surtout dans la mentalité. Un hooligan ne fait généralement pas parti d'un groupe organisé comme les Ultras. Il est là surtout pour provoquer et affronter le groupe adverse. Sa motivation principale est la réputation de son club de foot et donc de sa firme. Un Ultra est là pour appuyer son équipe d'abord et avant tout. Il participe en tribune en étant debout, en chantant et avec la gestuelle. Il contribue à l'avancement du groupe auquel il appartient en s'impliquant activement dans la fabrication de tifos, bannières, drapeaux, etc. Un Ultra suit également son équipe en déplacement. Alors, non, je ne suis pas une Hooligan, je n'adhère pas à leur philosophie. D'ailleurs à Montréal ça n'existe pas vraiment.

11. Pour terminer, que suggèrerais-tu aux filles passionnées de foot pour qu'elles puissent se sentir chez elles dans la section Ultras?

De foncer! D'être présente en tribune à tous les matches ou, le plus souvent possible, rester debout 90 minutes comme les joueurs sur le terrain, chanter à en perdre la voix pour ton équipe, de suivre la gestuelle et de t'impliquer au sein du groupe en participant à la fabrication des tifos par exemple et de participer aux déplacements. Enfin, de venir nous saluer!

LA RÉVOLUTION ENTRE LES LIGNES

Voltairine De Cleyre est une anarchiste américaine née en 1886. D'abord impliquée dans le mouvement pour l'abolition de l'esclavage et dans les mouvements anti-cléricaux, elle devient d'extrême-gauche suite à la pendaison de 4 anarchistes dans le cadre de l'émeute de Haymarket Square (qui donnera d'ailleurs naissance au 1er mai comme date de fête du mouvement ouvrier). Nous vous présentons ici un texte sur la pertinence de l'action directe versus l'implication à travers le parlementarisme. Cet extrait, tiré de son ouvrage De l'action directe, écrit 1912, demeure d'une justesse incroyable 100 ans plus tard.

Action politique et action directe

J'ai déjà dit que, parfois, l'action politique obtient quelques résultats positifs — et pas toujours sous la pression des partis ouvriers, d'ailleurs. Mais je suis absolument convaincue que les résultats positifs obtenus occasionnellement sont annulés par les résultats négatifs; de même que je suis convaincue que, si l'action directe a parfois des conséquences négatives, celles-ci sont largement compensées par les conséquences positives de l'action directe.

Presque toutes les lois originellement conçues pour le bénéfice des ouvriers sont devenues une arme entre les mains de leurs ennemis, ou bien sont restées lettre morte, sauf lorsque le prolétariat et ces organisations ont imposé directement leur application. En fin de compte, c'est toujours l'action directe qui a le rôle moteur. Prenons par exemple la loi antitrusts censée bénéficier au peuple en général et à la classe ouvrière en particulier. Il y environ deux semaines, 250 dirigeants syndicaux ont été cités en justice. La compagnie de chemins de fer Illinois Central les accusait en effet d'avoir formé un trust en déclenchant une grève !

Mais la foi aveugle en l'action indirecte, en l'action politique, a des conséquences bien plus graves: elle détruit tout sens de l'initiative, étouffe l'esprit de révolte individuelle, apprend aux gens à se reposer sur quelqu'un d'autre afin qu'il fasse pour eux ce qu'ils devraient faire eux-mêmes; et enfin elle fait passer pour naturelle une idée absurde: il faudrait encourager la passivité des masses jusqu'au jour où le parti ouvrier gagnera les élections; alors, par la seule magie d'un vote majoritaire, cette passivité se transformera tout à coup en énergie. En d'autres termes, on veut nous faire croire que des gens qui ont perdu l'habitude de lutter pour eux-mêmes en tant qu'individus, qui ont accepté toutes les injustices en attendant que leur parti acquière la majorité; que ces individus vont tout à coup se métamorphoser en véritables «bombes humaines», rien qu'en entassant leurs bulletins dans les urnes !

Les sources de la Vie, les richesses naturelles de la Terre, les outils nécessaires pour une production coopérative doivent devenir accessibles à tous. Le syndicalisme doit élargir et approfondir ses objectifs, sinon il disparaîtra ; et la logique de la situation forcera graduellement les syndicalistes à en prendre conscience. Les problèmes des ouvriers ne pourront jamais être résolus en tabassant des jaunes, tant que des cotisations élevées et d'autres restrictions limiteront les adhésions au syndicat et pousseront certains travailleurs à aider les patrons. Les syndicats se développeront moins en combattant pour des salaires plus élevés qu'en luttant pour une semaine de travail plus courte, ce qui permettra d'augmenter le nombre de leurs membres, d'accepter tous ceux qui veulent adhérer. Si les syndicats veulent gagner des batailles, tous les ouvriers doivent s'allier et agir ensemble, agir rapidement (sans en avertir les patrons à l'avance) et profiter de leur liberté d'agir ainsi à chaque fois. Et si, un jour, les syndicats regroupent tous les ouvriers, aucune conquête ne sera permanente, à moins qu'ils se mettent en grève pour tout obtenir — pas une augmentation de salaire, ni une amélioration secondaire, mais toutes les richesses de la nature — et qu'ils procèdent, dans la foulée, à l'expropriation directe et totale !

Le pouvoir des ouvriers ne réside pas dans la force de leur vote, mais dans leur capacité à paralyser la production. La majorité des électeurs ne sont pas des ouvriers. Ceux-ci travaillent à un endroit aujourd'hui, à un autre demain, ce qui empêche un grand nombre d'entre eux de voter ; un grand pourcentage des ouvriers dans ce pays sont des étrangers qui n'ont pas le droit de voter. Les dirigeants socialistes le savent parfaitement. La

preuve? Ils affadissent leur propagande sur tous les points afin de gagner le soutien de la classe capitaliste, du moins des petits entrepreneurs. Selon la presse socialiste, des spéculateurs de Wall Street assurent qu'ils sont prêts à acheter des actions de Los Angeles à un administrateur socialiste aussi bien qu'à un administrateur capitaliste. Les journaux socialistes prétendent que l'administration actuelle de Milwaukee a créé une situation économique très favorable aux petits investisseurs ; leurs articles publicitaires conseillent aux habitants de cette ville de se rendre chez Dupont ou Durand sur Milwaukee Avenue, qui les servira aussi bien qu'un grand magasin dépendant d'une grosse chaîne commerciale. En clair, parce que nos socialistes savent qu'ils ne pourront pas obtenir une majorité sans les voix de cette classe sociale, ils essaient désespérément de gagner le soutien (et de prolonger la vie) de la petite-bourgeoisie que l'économie socialiste fera disparaître.

Au mieux, un parti ouvrier pourrait, en admettant que ses députés restent honnêtes, former un solide groupe parlementaire qui conclurait des alliances ponctuelles avec tel ou tel autre groupe afin d'obtenir quelques mini-réformes politiques ou économiques.

Mais lorsque la classe ouvrière sera regroupée dans une seule grande organisation syndicale, elle pourra montrer à la classe possédante, en cessant brusquement le travail dans toutes les entreprises, que toute la structure sociale repose sur le prolétariat; que les biens des patrons n'ont aucune valeur sans l'activité des travailleurs; que des protestations comme les grèves sont inhérentes à ce système fondé sur la propriété privée et qu'elles se reproduiront tant qu'il ne sera pas aboli. Et, après l'avoir montré dans les faits, les ouvriers exproprieront tous les possédants.
«Mais le pouvoir militaire, objectera le partisan de l'action politique, nous devons d'abord obtenir le pouvoir politique, sinon on utilisera l'armée contre nous!»

Contre une véritable grève générale, l'armée ne peut rien. Oh, bien sûr, si vous avez un socialiste dans le genre d'Aristide Briand au pouvoir, il sera prêt à déclarer que les ouvriers sont tous des «serviteurs de l'Etat» et à essayer de les faire travailler contre leurs propres intérêts. Mais contre le solide mur d'une masse d'ouvriers immobiles, même un Briand se cassera les dents.

En attendant, tant que la classe ouvrière internationale ne se réveillera pas, la guerre sociale se poursuivra, malgré toutes les déclarations hystériques de tous ces individus bien intentionnés qui ne comprennent pas que les nécessités de la Vie puissent s'exprimer; malgré la peur de tous ces dirigeants timorés; malgré toutes les revanches que prendront les réactionnaires; malgré tous les bénéfices matériels que les politiciens retirent d'une telle situation. Cette guerre de classe se poursuivra parce que la Vie crie son besoin d'exister, qu'elle étouffe dans le carcan de la Propriété, et qu'elle ne se soumet pas.
Et que la Vie ne se soumettra pas.
Cette lutte durera tant que l'humanité ne se libérera pas elle-même pour chanter l'Hymne à l'Homme de Swinburne :
«Gloire à l'Homme dans ses plus beaux exploits
Car il est le maître de toutes choses.»

LE PRIVÉ EST POLITIQUE

Tandis que certain-e-s déplorent l'intrusion de la sphère publique dans la sphère privée, d'autres militent afin qu'elles ne soient aucunement dissociées. Dans le mouvement féministe, nous entendons souvent le slogan « le privé est politique ». Mais que veut-il dire?

Il signifie que notre vie privée est définitivement influencée par nos conditionnements sociaux, notre culture, notre système économique et politique. Dans ce contexte, la réalité des femmes au sein de leur sphère privée est directement liée à celle du public, que ce soit par rapport aux relations interpersonnelles, l'avortement, la contraception, la séparation des tâches ménagère, la sexualité, la vie familiale, etc. Par exemple, plusieurs femmes sont victimes d'actes de violence, physique et/ou psychologique, au sein de leur foyer. Souvent, elles croient qu'elles sont des cas isolés et n'ont pas le courage de dénoncer la situation par crainte ou par peur du jugement. Mais ce qui se passe au sein de notre sphère privée ne relève pas simplement de nous, individuellement, mais aussi de tous les mécanismes sociopolitiques. Les oppressions que ces personnes vivent doivent être rendues publiques afin de se positionner collectivement sur ces problématiques qui sont bel et bien existantes au sein de notre communauté. De plus, cela nous permettrait, en tant que citoyen-ne, de se questionner sur le sexisme qui est présent dans l'espace public, qui fait parti de la réalité d'une société patriarcale et qui a une incidence dans notre quotidien privé.

La sphère publique

L'État, qui dicte les lois et règlements des sphères politique, économique et culturelle, consiste en la quasi-totalité de ce que l'on considère comme la sphère publique.
Selon Louis Quéré, auteur du livre « L'espace public comme forme et comme événement », la sphère publique serait pensée sous trois catégories différentes. La première serait un espace de discussion, de communication et de mise en scène qui est accessible à tous et toutes. La deuxième catégorie apparaît, quant à elle, comme une scène d'apparition où les actions des individu-e-s ainsi que les différentes situations ou événements sont exposés publiquement, c'est-à-dire que tout le monde les voit. Et finalement, la troisième catégorie est le principe de garder sur la place publique ce qui est l'intérêt général de toute la communauté pour que la société se positionne et se questionne sur ce sujet. 1

Auparavant, certain-e-s croyaient qu'il y avait une troisième sphère, celle du social, qui était la médiatrice entre celle du privé et celle du public et qui serait concrètement le rôle des médias. C'est un lieu communicationnel qui répond aux intérêts de la sphère publique et privée où se retrouve l'expression de différents témoignages, d'opinions et la promotion de concepts. Les médias, en tant qu'acteur social, permettraient l'apparition d'une pluralité de discours qui permet à une société de prendre connaissance des enjeux sociétaires3. Toutefois, si l'espace social ne peut plus exister comme un espace à part entière, c'est parce que l'État a un très grand contrôle des médias et des informations qui sont diffusées. Elle contrôle non seulement les informations que la société consomme mais aussi la culture, cela fait en sorte qu'il y a une uniformisation du contenu. On peut donc conclure que la sphère sociale fait désormais partie de l'espace public.

La sphère privée

L'espace public et l'espace privé ont des activités et des bases qui sont propres à chacun et qui régissent à deux ordres d'existences complètement différents. Au tout début de la construction de l'État, c'est-à-dire dans l'Antiquité grecque, la sphère privée, aussi appelée Oîka, se résumait au travail, à l'économie, à la vie biologique et à la nécessité. La cité a été créée, et l'être humain, comme il était connu, à subit de nombreuses transformations et est graduellement devenu un être politique. C'est à ce moment précis qu'il y a eu une scission dans la conception de l'humanité entre le privé et le public. « L'apparition de la cité confère à l'homme, outre sa vie privée, une seconde vie, sa vie politique. Et, désormais, chaque citoyen-ne relève de deux ordres d'existence : il y a, dans sa vie, une distinction très nette entre ce qui lui est propre (idion) et ce qui est commun (koinon).»2

À l'ère de la modernité, le concept de sphère privée a subit des transformations en partie avec l'arrivée de l'individualisme. La découverte de l'intimité a eu aussi un impact important puisque les individu-e-s s'y réfugiaient pour s'évader du monde extérieur, qui était loin de tous les regards. Le privé est aussi tout ce qui est personnel, donc il contient la famille, le travail, les amours, la sexualité, les relations interpersonnelles, l'économie entourant le foyer et toutes les autres activités privées.

Une vision féministe

Le slogan féministe « le privé est politique » fait partie de la réalité de ces femmes qui luttent pour une égalité entre les genres. La sphère privée, c'est aussi l'intimité d'un ou de des individu-e-s qui vivent des moments qui ne sont connus que d'eux-mêmes et d'elles-mêmes. C'est-à-dire que ces moments ne sont aucunement exposés aux jugements de la sphère publique. En effet, par cette vision, on peut donc comprendre que les violences, l'oppression, ou les inégalités qui sont vécues dans l'intimité ne sont malheureusement pas publiques. Certaines féministes croient que la séparation entre l'espace privé et l'espace public permet en quelque sorte un renforcement de la domination masculine puisqu'elle n'est pas vue aux yeux de tous et toutes, et que cela donne donc la chance au patriarcat de se perpétuer.

De plus, la distinction entre le privé et le politique cache le fait que nous sommes le produit d'une société patriarcale et capitaliste. En effet, celle-ci amène indirectement l'idée qu'à l'intérieur

de notre vie privée, nous sommes libres de nos choix et comportements. Or, il ne faut oublier que ceux-ci sont conditionnés par la société, et ce dès notre plus jeune âge, via notre éducation, notre socialisation, l'influence des médias, mais aussi les structures sociales. La société publique est le théâtre de plusieurs rapports de domination ; par exemple l'État et les lois qui dominent le citoyen et la citoyenne, le patron qui domine l'employé-e etc. Ces rapports de domination ont des répercussions dans la sphère privée, ce qui nous amène à croire qu'ils sont justifiés. C'est ainsi que nous pouvons présumer qu'il est normale de les transposer dans nos relations interpersonnelles.

Une vision sociale

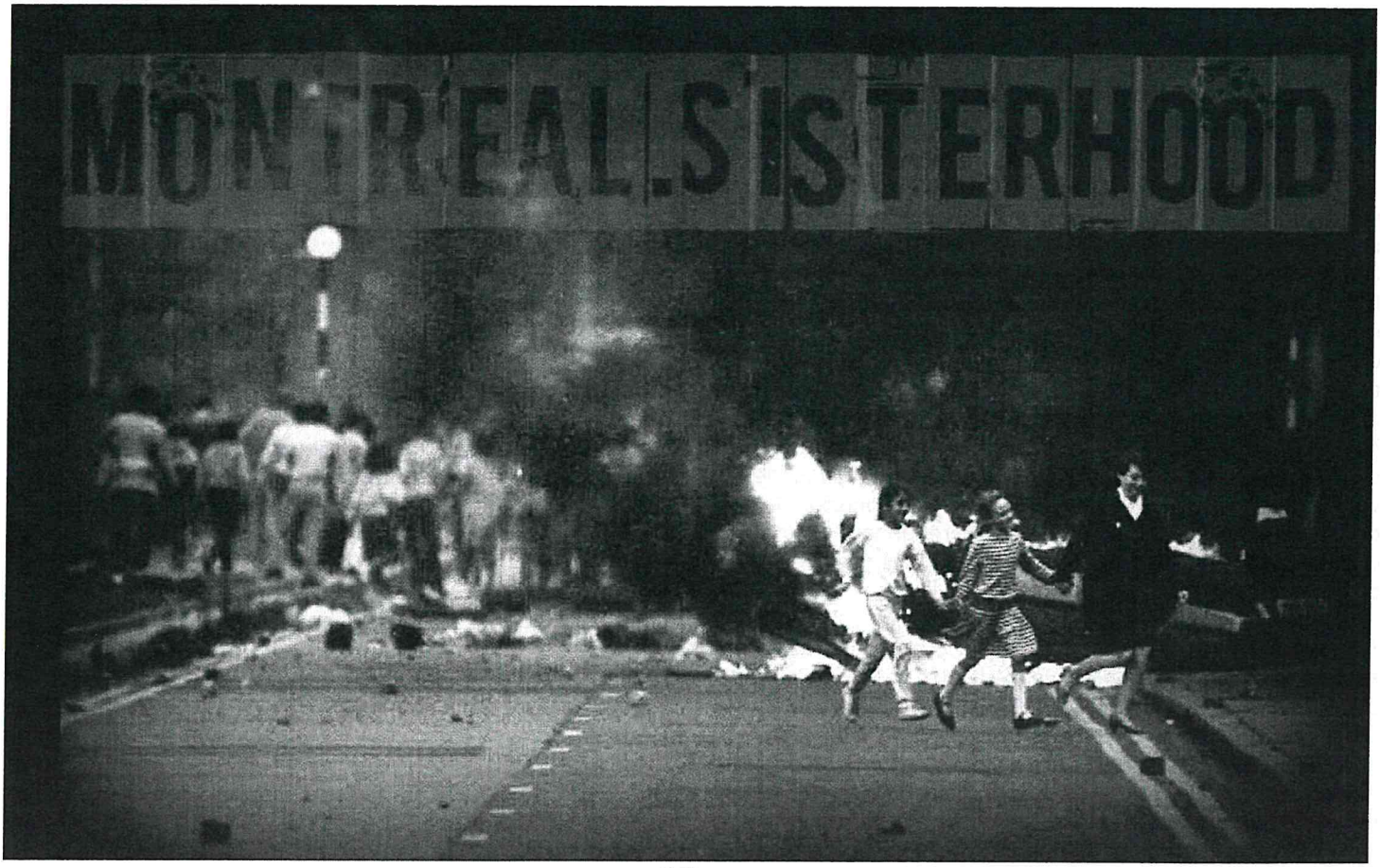
Il ne faut toutefois pas se méprendre ; même si les féministes luttent contre la séparation de la sphère privée de celle du public, « [...] La frontière entre les deux s'est effectivement estompée avec le temps puisque l'État s'intéresse désormais à plusieurs questions qui relèvent de la sphère privée »3. Par exemple, on s'intéresse à la censure dans la pornographie, aux garderies, à la santé sexuelle, la prostitution, le mariage, la violence conjugale, etc. On peut donc voir que l'État, qui représente les lois et l'ordre, tente de définir des cadres juridiques dans des domaines qui découlent du privé, donc cela créer des normes sociétales. L'État a un rôle important dans le privé puisqu'elle permet de définir ce que sont les concepts de sexualité, de vie de couple, etc. Ces normes incitent les individu-e-s à entamer une réflexion sur eux-mêmes et elles-même afin de répondre à ces cadres qui lui sont imposés.

Il faut aussi prendre connaissance des témoignages et expériences que les gens font de leur vie privée au sein de la place publique et les impacts qu'ils ont sur les normes sociales ainsi que sur les politiques publiques. Par exemple le mariage gai : « Les récits identitaires sur l'orientation sexuelle et l'acceptation de soi, accompagnés de revendications sociales, aboutissent à l'émergence d'une politique de la reconnaissance et de l'égalité dans l'espace de la rationalité et du droit. Pour cette raison, les débats autour de la question du mariage gai constituent autant de récits sexuels qui servent à redéfinir l'espace social et à nourrir la vie démocratique de l'intérieur. »4

Donc l'espace public a besoin de la sphère privée des gens afin de définir des limites qui sont imposées aux citoyen-ne-s, autant les citoyen-ne-s en ont besoin pour créer des débats afin de changer les politiques publiques pour parvenir au bonheur au sein de leur vie privée.

[1] QUÉRÉ, L., « L'espace public comme forme et événement », in Joseph, I., (dir.), Prendre place. Espace public et culture dramatique, Paris, Plan Urbain, 1995, p. 93.
[2] BRUDNY, Michelle-Irène. « La sphère privée selon Hannah Arendt », Champ psychosomatique 3/2002 (no 27), p. 1.
[3] 3 : DAOUST, V. « Sexualité et démocratie : un dialogue entre le privé, le public et le social », Sexualité et politique, Montréal, Bulletin d'Histoire Politique et Lux, volume 15, numéro 1. 2006, p. 18
[4] 4 : LUCK, S., PEREIRA, I. « Dans les organisations anarchistes : L'exemple d'Alternative libertaire et de la Fédération anarchiste ». Des féministes, en veux-tu, en voilà, Lyon, Les Amis de la Réfractions, no.24, printemps 2010, page 97-98-99

A. Sanchez et A Las Barricadas



ENTREVUE

NO BIG BUT L

Dans le cadre de la semaine queer radicale de mars dernier, nous eûment la chance d'assister au concert de Sookee, rapeuse berlinoise féministe queer. Après cette époustouflante prestation, nous lui avons demandé si une petite entrevue était possible. Le lendemain cette entrevue eût lieu, mais avec No Big But L, la deejay de Sooke ! Voici donc cet entretient que le Montreal Sisterhood eût avec No Big But L.

MtlS- Who are your favorite Hip Hop Artists ?

NBBL-To me a feminist answer to male dominance is also to refuse compétition so wee need solidarity and collaboration . So i would say that for these reasons, there is no one on top, but of course there are 10 MCs I really like so I might drop some names : so there is Miss Dynamite from U.K, really inspiring very strong , i think she is very open to the wide range of female realitites so she would never judge anyone and it is all about making yourself feel beautyful, and it has exactly that effect one me so I like her for that.

Then there is Casey from France for me she is the most beautyful women in the world ! and she is a dope râper and what i like about her is that she is very violent in her metaphores and I think this is brave as a women because it is not superficial what she is doing and she reclaims violence as a resource and by not arming anyone ; by me theoritical background it is very challenging because sometimes i think feminist writters and artists are oftenly the peacefull voice and I end up backing off and being harmonising the discourse or the debate.

Then there would be Angel Haze, quite new to the picture and she recently brought out a piece on Eminen's speed of cleaning out my closet where she comes out as a rape survivor and this pièce was recognized internationally, and it was a huge contribution to break the taboo on rape because usually when a women comes with her story, people tend to victimise her and she refuses that status, of course you lose alot after such an expenrience but there is a life after that and you can reverse this experiment and become a warrior after that . Nicki Minaj for the fun part. (hésitation) And maybe that would be it for now, it is a quite hard question !

MtlS-Did you start in music before you started to be politically engaged ?

NBBL-What i did when I was younger was something that didn't really fit to me, I played guitar and it was more about singing and songwritting and I ended up with all those indie rock dudes ! (laughing) and actually i thing the impicit way that white hetero indie rock guys way of being sexists is even harder than the obvious explicit sexism of rap. So there was this underlying ...It is just disgusting, as a female you are a groupie and you end up being friends with all the girlfriends and not the artists and it really made me lose my self confidence and self esteem being part of that scene . So I am very glad I just left that it, moved to Berlin, and had to reorganise my identity and build it up again. I had a little Hip Hop background, listening to the Wu-Tang clan and Cypress Hill when i was younger so i was into it identifyed myself to it but apperently my scene (indie rock)didn't . And In Berlin I kind of found it back and reclaimed it again ,but then with a feminist perspective.

MtlS-What brought you to have a feminist analysis in your life ?

NBBL-Thats a good question, because nobody ever asks this. I think that i have been raised in a way i learned not to accept authority if there was no reasons to respect it, and I had trouble with teachers , police in the streets and bosses, so i wasn't kind of able to support it, with wich had the consequence that I had to deal with many obstacles, this was the start I think . Then growing older i realised that also my presence as a female didn't fit in what was the norm, but I didn't consciously realised it, I kind of ended up confronting all those male friends I had but not really understanding for what reason and then there was all the agression for an answer, I think feminism helped me bring it on a more conscious level and distance myself from the problem. All he frustration with gender roles I had really that normal straight guys weren't into me that much and feminism helped me understand why.

Most importantly I came out as a rape survivor when I moved to Berlin, made me realised with that experience that I tought it was normal to live such an experience and that all the girls were lying to eachother making such an event look normal in a girl's life and helped me point what hurted me so much. So we could say that feminism saved my life at that point. Thank you for asking that question, people that know me just take it for granted, you know they have known me being an activist for the last 10 years , pushing boundaries and breaking taboos of that whole rape issue without even knowing why.

MtlS- What about the public, are they all activists, feminists, queers ? And what are their critics ?

NBBL- I think this is two questions actually, i mean the ,ain aud of sookee tend to be quee radicqls, but thats not the whole picture, she doesnt just create music she creates an audience, so this whole thing of radical queer rap in that shape hasn't been there in Berlin before she came. She is working together with other rap male artists, not that politised sot hey bring people that just like her flow and there are the antifascists and more politised people that are more into the lyrics and the struggle.

MONTREAL SISTERHOOD

When I deejay by myself I am often invited to foundraising parties, and the best moment for me is when people just passing by are attracted for the music and not that much for the cause but end up pushing boundaries.

For the critiques, I think the most harsch critic is that her lyrics (Sookee) are too academic, not accessible and obviously the people who are annoyed by her feminist lyrics, they cant just enjoy themself in a concert, they can't just switch their brain off you have to listen to her and some people find it exhaustive.

MtlS- Earlier (before the interview)we were talking about guys always looking at what you do when it is something that according to the norms, females are not prompt to do, how do you live with that when you DJ ?

NBBL- I get frustrated I get nightmares, like before that event were were playing in the U.S, the morning after I was having coffee with Sookee and telling her about my nightmare and told me that she knew I had that thing going on since she knows me and that she has seen me perform and that I know my boundaries and should not be affraid this way, after years that I opened or closed concerts and had to fill up the dancefloor and I achieved doing it !

To me it feels new each time, like if I get a positive vibration from the crowd, the show will go well and my fingers won't shake. But still, after 7 years deejaying I still can't tell myself that I am good. If there is one guy patronizing me when I deejay, I just lose all my confidence, because of that attitude.

MtlS- What are your critics to the antifascist, queer, or any scene you worked in ?

NBBL- I would say that the main problem with the radical left scene is that I find it culturally conservative. So I didn't fit in because I dont like ska or punk music but I think its not only conservative but also narrow, thats why I came up with the No Boys But Rap project because i wanted to have radical left hip hop parties, because I knew people would be more critical about hip hop lyrics than about punk or hardcore lyrics that you can't understand anyways and I think it turned out quite well.

My second critic is that I think the way that people debate is not that creative, even if people want to be emancipative and empowering, they kind of end up being constricting their thoughts, people get anxious about their words because they are scared to be criticized and called racist or sexist and that is good of course but on the other hand we end up to be afraid talking while we are trying to empower ourself.

Like in the radical left queer or feminist scene in Berlin, it is impossible to talk about rape because people would say you trigger me, you traumatise me, and everybody end up being sillent. I would rather cry in public and being triggered than stay silent ever again and then i create those spaces for people to support eachother and are repressive again. And it is an issue that is not the fault of anybody.

MtlS-We noticed that Sookee was shocked by our « rape free zone » banner, so we said that we could't put it wherever, in other words, it would be took down in some other shows .

Sookee

NBBL- It is funny that you get the same issues in Montreal as in Berlin, maybe it is the same all around the globe ! The obvious thingto say is that the antifascist scene is often sexist but I didnt want to bring this argument because I think it is boring the academic context* I am working in is not that different to the radical left scene those main strategies are the same always all over and I got bored to even talk about this obvious sexism but still of course it is a problem.

And I think everyone who comes from a feminist perspective needs to decide by themsemlves how to deal with it and thats the point Im making by representing all those female MCs thate there is not one strategies you can choose, you need a good friend and a good network to find out in which situation in your life is good to take wich strategie. And then you might feel good and feel better and it is good to go in public and be explicit about what you want.

*No Big fait une majeure sur la sociologie militaire, d'une perspective féministe. Elle s'interresse à pourquoi les femmes seraient interressées à faire partie d'une culture où la culture du viol est imprégné sur une base quotidienne et comment le discours féminin est totalement exclu des questions de violence.

Montreal Sisterhood

MISANDAO

In China, sub-cultures are not as developed as they are in western countries or some other Asian countries. Still, some punks and skinheads manage to have fun in Beijing and Wuhan. These two cities are almost the only two Chinese cites which have real punk scenes. Beijing is the only city in China to have a skinhead crew. We were able to get in touch with members of Beijing oi band Misandao to ask them some questions about China's skinheads and their country.

CS : When was Misandao created and what was the line up, then and now?

Leijun : We started playing music together in 1999. Now the only original members who are left are me (vocals) and Mark (guitar). Our current drummer started playing with us in 2003, and our new guitar player joined us two months ago.

CS : In 1999, what was the punk and skinhead scene like in Beijing?

Leijun : I think that 1999 we had the first generation of punks in Beijing. There were some interesting bands, such as Brain Failure, Anarchy boys, and a couple of others. It was a very good era, better than now actually.

CS : And now?

Leijun : Now there are a lot more people in the scene, but they're not in it for the lifestyle of rock'n'roll, punk and oi. A lot of punks in Beijing don't really understand what they are into, they just do it for the fashion. They don't want to be a punk in their everyday lives, they just want to come to gigs and show off.

CS : Are there currently, or were there in the past any others skinhead bands in China?

Leijun : There used to be one other skinhead band in Beijing : Life for Drinking. Mark used to play in Life for Drinking as well as in Misandao. They were a very good band but they stopped playing in 2006. Their last gig was with Haggis, a band from Norway. They were around for two years or so, they have some recordings on internet and on myspace.
There is also a ska/oi band named Earlybus, also from Beijing.

CS : In Shanghai, are there any?

Leijun : No, all the skinheads are in Beijing, there are no skinheads in Shanghai.

CS : Any other interesting punk or oi bands from China?

CS : Yeah, there is Kill the Morrow, they weren't around for a very long time but they were extremely popular, like The Sex Pistols for us. They have recorded a demo.
There is also SMZB, from Wuhan, they are a very popular band in China. They have toured in Europe a couple of times, and they have been playing for 16 years or so. They even had a tour planned in the USA, but Customs didn't let them enter the country.

CS : What is it like being a punk or skinhead in China? How are sub cultural scenes seen by other chinese?

Leijun : Most chinese people think punk is just fashion and they usually think skinheads are mafia or bad man, because they have too many tattoos. Mohawks on punks are just seen as a style thing because pop artist in Hong Kong, Japan or such go on stage with mohawks. The normal people, they don't know what punk is about.

CS : They don't think that punks are scum, drug addicts or whatever other prejudice?

Leijun : No, no, no, they just think "Oh look at him, how he's dressed, he must be a fashion designer." They only think of the looks, they don't relate it to lifestyle or ideas.

CS : In you're lyrics, do you talk about politics?

Leijun : My lyrics don't really talk about politics, they just talk about my life, about how we live here in Beijing. Also you know, life in China is fucking shit, people are free to talk about love or their house or whatever, but I want to talk about real life. We have a new song, named "Keep Faith", it talks about every one being stuck. You know, every where in the city they write 拆 on the buildings, it means they're going to destroy those buildings. You know, in China, everything is fake, the food is fake, the oil is fake, even the people's hearts are fake. In Keep Faith, I say that nobody wants to say the truth, they don't care about justice or truth, money is the only rule, money is the only truth. So the poor

people are poor, and they stay that way because there is nothing to do about it, so we say "Keep faith".
We also have a song about chinese cops and how they are corrupt and put people in jail. But usually people don't like those lyrics, they don't want to talk about this, even punk rock bands. They just ignore it because it's not their business, that's the Chinese way of thinking.

CS : Do you have problems with the authorities because of you're lyrics?

Leijun : Not really because our lyrics are mostly in english, and most people in China don't understand english. But sometimes we might have problems with obtaining visas because of the Chinese government.
I know of one other band who went to Taiwan to play in a party, and now they can't come back to Mainland China.

CS : Do you think that over time China's punk scene might be as big as it is in other Asian countries, such as Japan or Indonesia?

Leijun : I don't think it's possible, because it's not the same country, we have different cultures and different political systems.

CS : What countries have you toured in?

Leijun : In Bangkok, Thailand, Taiwan (If it is another country! A lot of people say that Taiwan is the real traditional China..!), Germany and France. On our next tour, we're going to Germany, Switzerland, France, Czech Republic, Poland and Luxemburg.

CS : Mark told me yesterday that he was more of a traditional skinhead, but your band is a SHARP band, right?

Leijun : I don't really see the difference between SHARP and traditional, we don't really care, as long as you're not a nazi or a jerk... whatever!

CS : What do you think about RASH and redskins?

Leijun : I think, because I was born in China, I hate the red.

CS : Some people in western countries think that you guys are redskins, maybe because of the photo of you shot in front of Tiananmen square... what do you think about that?

Leijun : Yeah, you know, we don't really care what kind of skinhead we are, this one, that other one, whatever, we just play our music, we are skinheads and we don't like the fucking government.

CS : Are there any fascism problems in Asia, China or other countries?

Leijun : We have the Chinese government, they are fascists. I just want to kill the rich, fuck the rest.

Y'A PAS QUE LA OÏ!

HK ET LES SALTIMBANQUES

Hk et les saltimbanques est un groupe aux accents du monde qui provient du nord de la France. Fondé en 2010, il propose, à l'image de ses origines, une musique aux sonorités africaines, reggae, arabes, hip-hop et d'Amérique. Engagé, ses textes parlent de la réalité des opprimé-e-s et véhiculent une philosophie libre, nomade et solidaire. Probablement l'un de leur titre les plus connus au Québec, On lâche rien est une chanson qui parle de l'importance de lutter contre les inégalités et le système qui nous opprime chaque jour. C'est une chanson qu'on a d'ailleurs pu entendre dans plusieurs manifestations étudiantes du printemps 2012.

ENTREVUE

Casse sociale a eu la chance de rencontrer l'un des chanteurs du groupe, HK, aussi connu comme membre du collectif hip-hop engagé M.A.P. (Ministère des Affaires Populaires) lors de leur plus récent passage au Québec en septembre dernier. Le groupe a fait une mini-tournée au Québec et nous avons assister à l'un de leur concert, au Festival internationale de la chanson de Granby. Voici l'entrevue que nous vous avons concoctée, en collaboration avec l'Union communiste libertaire.

Casse sociale : Parlez-nous un peu du groupe ; vos origines...
HK : D'abord, les gens me connaissent pas mal par le billet de M.A.P., Ministère des Affaires Populaires, qui était mon premier groupe et avec qui on a sorti 2 albums. C'est un groupe qui vient du nord de la France... on est de Ch'tis bronzés comme on dit... c'était le nom d'un de nos albums d'ailleurs. En 2008-2009, on a estimé que c'était le bon moment pour faire une pause avec M.A.P. On est parti chacun dans nos histoires. J'ai mon collègue Saïdou, mon comparse, qui est parti et qui a monté ZEP. Et moi, j'ai monté HK et les saltimbanque avec cette bande de délurés. Depuis on a sorti 2 albums, on a pas mal bourlingué, on a fait vraiment beaucoup de concerts en France et là, on commence à sortir des frontières. Moi c'est ce qui me plaît parce que c'est un peu le concept d'Hk et les saltimbanques, c'est le concept citoyen du monde. C'est l'idée, et là je reprend une des phrases d'une de nos chansons, que: « la France c'était trop petit pour nos visées révolutionnaires, désormais, appelle-nous Saltimbanques sans frontières». C'est un peu l'idée voilà.

Casse sociale : Comment décrirais-tu le groupe au niveau musical, quelles sont vos influences?
HK : On fait la musique qu'on aime. On se définit citoyen du monde donc on aime se jouer des frontières, et même des frontières musicales. Moi j'ai été nourri par Bob Marley, j'ai grandi musicalement avec le hip-hop qui est débarqué dans nos quartiers. Plus tard, j'ai découvert la chanson française avec des artistes comme Brel. J'adore la musique d'Amérique du sud, cette musique révolutionnaire. Y'a aussi la musique chaabi, qui est la musique de mes parents, y'a le blues, le rythm'n blues, la soul. On a grandi avec tout ça et donc du coup, un moment donné, quand ton trip dans ta musique c'est de dire que tu aimerais faire tout ça... mais que tu ne peux pas faire tout ça dans une seule musique... ben nous, notre manière de vivre tranquille avec ça, c'est de se dire qu'on peut passer d'un morceau qui va avoir des accents plus musique du monde, d'Amérique du sud à un autre qui va nous ramener au désert et ainsi de voyager au sein d'un même album. Je pense que ça colle aussi pas mal à notre époque. Moi, dans mon mp3, je peux avoir des musiques tellement différentes qui se suivent les une avec les autres. Pourquoi je ne mettrais pas ça dans mon album quoi ? Je sais qu'au début c'est compliqué. Les gens ne comprenaient pas trop et ils aiment bien, surtout les professionnels, définir les choses. Ils disent : «C'est quoi votre musique ? C'est du hip-hop ?, C'est de la chanson ? ... c'est quoi c'est du reggae ? ». Ben voilà, c'est tout ça. Mais, le public, généralement, s'y retrouve parce qu'on est pareil.

Casse sociale : Vous êtes un groupe assez multiculturel. Vous avez des sonorités qui viennent d'un peu partout dans le monde. En tant que groupe, êtes-vous parfois confrontés au racisme ? Je pense ici aux identitaires qui ont fait une manifestation devant le festival Meltin Potage dans lequel vous étiez présents dernièrement.
Hk : Exactement, c'était la semaine dernière. Tu as beau le savoir, on les connaît les identitaires, on le sait qu'ils existent... mais quand tu les vois… des jeunes … alors bon, il y en a qui ont des bonnes têtes de facho mais y'en a d'autres vraiment passe-partout quoi. Des gens de tout les jours, que tu peux croiser. Tu les vois là en train de chanter des slogans, des trucs de merde, vraiment des trucs qui puent quoi... tu te dis : «ah ouais, ben on est là encore». Donc ouais on est confronté à ça, comme tout le monde. Dans un pays comme la France, dans une Europe qui est en crise, qui est vraiment au bord de la rupture que ce soit en France, en Grèce, en Italie, en Espagne... t'a une poussée identitaire et xénophobe qui est très forte. Mais on a une chose en commun avec ces gens-là; c'est qu'on pense que le système est à bout et qu'il va laisser place à autre chose. Sauf que eux, le autre chose pour lequel ils se battent c'est les sociétés néo-fascistes. Nous, l'autre chose qu'on a envi de proposer c'est vraiment la société de combat solidaire et unitaire. En fait tu sens que le combat est, aujourd'hui, vraiment entre nous et eux. T'a des forces qui convergent. On nous appelle les gauchistes, un peu altermondialistes dans l'âme, qui ont l'idée de construire un autre modèle de société, qui ne soit pas basé sur la recherche du profit individuel et sur la compétition. Et ta eux qui veulent monter des sociétés renfermées, xénophobes et avec des relents de choses qui puent. On a connu ça en Europe. Et tu sens vraiment que dans les prochaines années, le combat ça va vraiment être entre ces 2 visions-là. Parce que le monde actuel, le monde dans lequel on vit, il va s'effondrer. Vous, vous le voyez peut-être moins ici. Vous êtes peut-être moins touchés par la crise. Mais en Europe c'est flagrant, tu sens que c'est en train de s'effondrer, de s'écrouler sous nos pieds.

Casse sociale : Est-ce que vous (votre groupe) avez des liens avec des groupes anti-racistes ou anti-fascistes ? Faites-vous des concerts avec des organisations?
HK : Oui bien sur. Mais nous, musicalement... t'as une scène qui est très large en France, une scène alternative. Pas des gens qui forcément se revendiquent étant ouvertement à l'avant-garde de l'anti-racisme et de l'anti-fascisme. Mais qui sont, de par leur musique, ouverts, avec une forme d'engagement, avec une démarche alternative. Ben voilà, ce sont des gens avec qui on se reconnaît. T'as des dizaines de groupes comme ça, qu'on croise, avec qui on joue, dans les mêmes festivals, dans les mêmes manifestations. Par exemple, un groupe que j'adore qui s'appelle les Ogres de Barback, qui n'est pas forcément reconnu comme un groupe engagé, mais qui a un vrai engagement. Ces gens-là, ce sont des vrais alternatifs. Ce sont des gens avec qui on a plein de chose à partager. Après y'a plein d'autres gens qui sont vraiment dans un engagement pur et dur; y'a nos potes de ZEP. Puis y'en a des dizaines d'autres, des gens qu'on aime comme La Rue Kétanou. C'est des gens qu'on connaît, qu'on côtoie et avec qui on partage pas mal de chose.

Casse sociale : Vous aborder souvent, dans vos chansons, la réalité des opprimé-e-s... ça vient de où? Est-ce que c'est le désir de chanter votre réalité? Ou de sensibiliser les gens?
HK : Non, moi je veux dépasser ça. Aujourd'hui je suis saltimbanque, je voyage, je suis au Québec, je suis logé dans un hôtel et je vis de ma musique, qui est ma passion. Je suis un privilégié. J'ai une histoire, bien sur. Je sais d'où je viens parce que j'y suis encore. Mais si moi, aujourd'hui, je me présente devant des gens et je leur dis que je suis un opprimé, je me raconte des histoires. Je pense que c'est plutôt l'idée de combattre pour des valeurs, qui qu'on soit, quelle que soit notre histoire, d'où que l'on puisse venir. On se positionne d'abord par rapport à des valeurs. Moi je crois beaucoup en cette idée de communauté de valeurs, communauté de combat, communauté d'idéaux. Et après dans ces communautés-là, on y arrive chacun avec notre histoire. Moi c'est sur, je suis un fils d'immigré algérien, qui est débarqué, sans rien. Effectivement, il y a la stigmatisation, la

discrimination etc.. Je suis le fruit de toute cette histoire-là. Mais aujourd'hui je la dépasse pour me dire : «voilà je ne me défini pas par rapport à cette histoire-là même si elle est en moi mais je me définis par rapport aux idéaux en lesquelles je crois». C'est comme ça que je reconnais des gens ; je ne les reconnais pas parce qu'ils sont comme moi, fils d'immigré ou machin... Je les reconnais parce que je partage les même combats, les mêmes idéaux.

Casse sociale :Vous avez fait un petit clin d'œil au mouvement étudiant québécois. Comment vous avez perçu cette mobilisation en France, quels sont les échos que vous avez eu de tout ça?
HK : On a eu écho d'une mobilisation monstre, déjà. Putain nous on a pas réussi a faire des mobilisations comme ça en France ces derniers temps. On a vu ça, franchement, avec une pointe d'admiration. Et puis en même temps, c'est peut-être ma déformation à moi, mais ce qui nous est parvenu c'est les images où tu te dis un peu qu'ils sont vraiment tarés quoi. T'sé la plus grande des qualités aujourd'hui, dans nos sociétés, c'est la folie ... la folie douce , celle qui te permet un moment de dire:« ben on y va, tient on fait ça!». Les mecs qui se baladent, qui manifestent à poil... mais qui sont au service de quelque chose de beaucoup plus sérieux derrière. Le fait d'avancer sérieusement sans se prendre au sérieux, de titiller les codes de la normalité, c'est différentes formes de résistance au sein d'un même combat. Moi, ça, ça m'a plu. C'est l'une des facettes mais c'est ce que je peux ressortir là.

Casse sociale : En France, est-ce qu'il y a des mouvements qui bougent un peu aussi? Est-ce qu'il a des causes que vous soutenez plus précisément?
HK : Y'a mille et une cause qui peuvent être d'origine syndicale, les ouvriers qui voient leur usines fermer, ça peut être autour des quartiers populaires, autour des questions des Roms, des sans-papiers. Y'a mille et une cause qu'on peut défendre et moi mon trip, et je pense que c'est ça qui va faire que les choses vont basculer ou pas, c'est la convergence de ces luttes. C'est comment, a un moment donné, toutes ses luttes-là arrivent à converger et peser du même coté de la balance. C'est ça mon trip et c'est ça qui m'obsède. Parce que tu dis, un moment donné, c'est de dépasser le combat pour soi. Déjà le combat pour soi c'est une première belle chose. C'est se dire que tu te bats et te soulèves pour tes droits et que tu ne te laisses pas faire. La deuxième des choses, c'est de se dire «tiens je suis aussi capable de me battre pour mon voisin, pour les droits de l'autre». Et la troisième des choses, c'est qu'on est capable de se battre tous ensemble pour des valeurs communes et d'avoir des combats communs. Je pense que c'est le troisième stade et moi je pense que c'est ça, c'est mathématique. Nous, la seule force qu'on peut avoir, c'est la force du nombre. Et faut rassembler tout ce nombre-là du même coté de la balance.
Casse sociale : Merci beaucoup pour cette entrevue! C'était votre première fois au Québec ? On vous revoit quand ?
HK : Oui, première fois au Québec. On se revoit le plus vite possible j'espère. On essaie de multiplier les contacts. Voilà on est bien !

Pour plus d'info sur le groupe ou pour vous procurer les albums :
http://www.saltimbanks.fr/
http://ca.myspace.com/hksaltimbank

HK ET LES SALTIMBANQUES «ON LÂCHE RIEN»

Du fond de ma cité HLM
jusque dans ta campagne profonde
Notre réalité est la même
et partout la révolte gronde
Dans c'monde on n'avait pas notre place
on n'avait pas la gueule de l'emploi
On n'est pas né dans un palace
on n'avait pas la CBA papa.

SDF, chômeurs, ouvriers,
paysans, immigrés sans papier
Ils ont voulu nous diviser
faut dire qu'ils y sont arrivé
Tant qu'c'était chacun pour sa gueule
leur système pouvait prospérer
Mais fallait bien qu'un jour on s'réveille
et que les têtes s'remettent à tomber.

Refrain :
On lâche rien !
on lâche rien !
on lâche rien, on lâche rien !
on lâche rien !
on lâche rien !
on lâche rien!
on lâche rien!

Ils nous parlaient d'égalité
et comme des cons, on les a crus
Démocratie, fais-moi marrer
si c'était le cas, on l'aurait su
Que pèse notre bulletin de vote
face à la loi du marché
C'est con, mes chers compatriotes
mais, on s'est bien fait baiser
Et que pèse les droits de l'homme
face à la vente d'un Airbus
Au fond y'a qu'une seule règle en somme
se vendre plus pour vendre plus
La République se prostitue
sur le trottoir des dictateurs
Leurs belles paroles on n'y croit plus
nos dirigeants sont des menteurs.

REFRAIN
C'est tellement con, tellement banal
de parler d'paix, d'fraternité
Quand des SDF crèvent sur la dalle
et qu'on mène la chasse aux sans-papiers
Qu'on jette des miettes aux prolétaires
juste histoire de les calmer
Qui s'en prenne pas aux patrons millionnaires
trop précieux pour notre société
C'est fou comme ils sont protégés
tous nos riches et nos puissants
Y'a pas à dire ça peut aider
d'être l'ami du président
Cher camarade, cher électeur
cher citoyen, consommateur
Le réveil a sonné, il est l'heure
de remettre à zéro les compteurs
Tant qu'y a de la lutte y'a de l'espoir
tant qu'y a de la vie y'a du combat
Tant qu'on s'bat c'est qu'on est debout
tant qu'on est debout on lâchera pas
La rage de vaincre coule dans nos veines
maintenant tu sais pourquoi on se bat
Notre idéal bien plus qu'un rêve,
un autre monde on n'a pas l'choix !

REFRAIN

LE KYOKUSHIN ET LE CHOIX D'UNE DISCIPLINE.

Le karaté Kyokushin, fondé au Japon en 1953 par le coréen Masutatsu Oyama, est parmi les styles de karaté les plus récents. Les techniques de poings, de pieds, de genoux et de coudes ressemblant beaucoup aux autres styles de karaté, la différence principale se trouve dans l'interdiction du port d'équipement de protection et dans l'esprit beaucoup plus axé sur le combat et les championnats.

Ceci dit, comme dans n'importe quel autre style de Karaté ; les katas, la répétition des techniques de base, la discipline, le respect, la tradition et la hiérarchie y sont très importants. Je ne m'étendrai pas plus longtemps sur le Kyokushin puisque tout le monde a déjà une bonne idée de ce qu'est le karaté. Je compte à la place prendre les quelques lignes qui me sont allouées pour en présenter les points faibles et les points forts. Parce qu'avec la popularité grimpante des écoles de sport de combat comme le Muay thai ou les « Mixed-martial art », certaines personnes pourraient être portées à se demander qu'est-ce qu'on peut encore trouver d'attirant dans les arts martiaux traditionnels.

Il ne fait aucun doute que les arts martiaux dits traditionnels ont vieillis et par le fait même comportent quelques lacunes. Le karaté, en général, notamment en excluant le combat au sol sous prétexte qu'il faut simplement éviter d'aller au sol ou plus particulièrement le Kyokushin qui interdit les coups de poing à la tête en combat ne permet pas à première vue de créer le combattant parfait. Aussi, bon nombre d'arts martiaux traditionnels, à force de ne faire des entrainements qu'en cercles fermés, on développé des techniques de défense comme d'attaque qui ne sont efficaces que contre un adversaire ayant pratiqué le même style. À force de pratiquer un coup de pied particulier à tel style, les pratiquants de ce style ont commencé à mémoriser des défenses qui ne pourraient fonctionner que contre ce coup de pied particulier. Or, la majorité des situations d'auto-défense se font généralement contre des gens qui n'ont aucune expérience en art martial, plusieurs techniques s'avèrent donc totalement inefficaces une fois sortie du dojo.

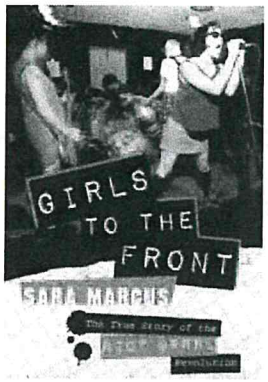
Pourquoi le Kyokushin alors ? Pour le genre de raison qu'aucune école ne vous expliquera jamais. Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'art martial ultime n'existe pas. Les gens s'entendent généralement pour dire qu'en terme de technique le MMA, le Systema et le Krav Maga sont les disciplines les plus complètes, mais le fait est qu'elles ont-elles aussi leurs lacunes. Le MMA, en excluant complètement l'aspect «street-fight » et donc le rapport aux armes ou à de multiples adversaires, nous amène à concevoir la distinction entre sport de combat et art martial. Le systema et le Krav Maga, quant à eux, ont repris ces aspects, mais, par le fait même, présentent au débutant un curriculum extrêmement chargé de techniques et de leçons, de sorte que le pratiquant devra faire de la pratique de ces discplines sa priorité s'il veut un jour réussir à développer l'acte réflexe tant recherchée. Or, le travail, l'école, le militantisme et nos vies sociales respectives ne nous permettent pas toujours de mettre autant de temps dans la pratique d'un art martial. C'est que, de travailler un jour une technique, le lendemain une autre et le surlendemain une troisième technique, nous empêche de correctement mémoriser tout ce que nous devrions retenir.

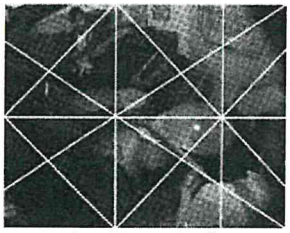
Aussi, en dehors de la discipline que vous déciderez de choisir, il y a le choix de l'école. Pour les personnes les plus motivés, un gym ou un dojo ouvert 7 jours sur 7 et offrant une multitude de plages horaires à du bon, tandis que pour d'autres c'est une invitation à remettre au lendemain. Aussi, vous devrez voir si vous êtes de ceux et celles qui sont motivés par un bon dojo ou par un dojo facile d'accès. Avoir le meilleur professeur en ville peut être une excellente source de motivation et vous aidera à progresser rapidement, mais si à chaque fois vous préférez «sécher un cours » parce que l'heure et demie de transport en commun qui vous sépare de votre lieu d'entrainement vous décourage, vous n'êtes pas plus avancés. Et vice versa! Si votre lieu d'entrainement est à deux portes de votre appartement, mais que le professeur ne vous plait pas ou que l'ambiance ne vous stimule pas, vous ne vous en sortez pas gagnants non plus!

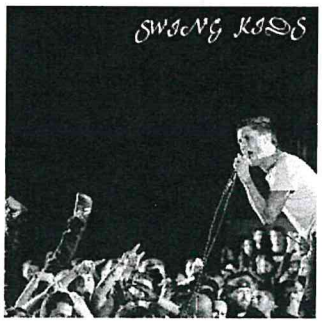
C'est là où le Kyokushin et toutes ses imperfections sont arrivés dans ma vie. Je n'avais pas assez de temps pour suivre quatre cours par semaine et mon manque de discipline, combiné à l'horaire ultraflexible de mon académie de Systema, faisait en sorte qu'il m'arrivait souvent de sauter un cours sous prétexte que je pourrais aller à celui du lendemain. Or, les choses ne sont jamais si faciles et remettre à demain, c'est un peu remettre à jamais. C'est pour ça que j'ai choisi le karaté, cela peut sembler bête, mais la principale qualité d'un artiste martial est de bien se connaitre, et moi je suis de ceux qui ont besoin d'un horaire fixe (deux jours par semaine, toujours les mêmes parce que le dojo est fermé les autres jours), d'un système de gradation (les ceintures de couleurs) pour me motiver à avancer, me dire si je me suis amélioré ou si je n'ai pas travailler assez fort et de l'énergie de toute une classe qui travaille avec moi pour me soutenir.

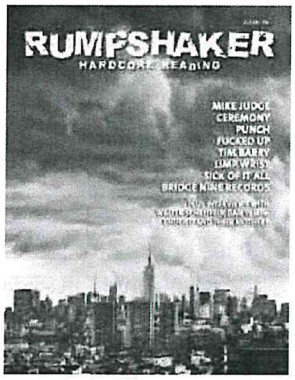
Tous les arts martiaux ne se valent certainement pas, mais c'est beaucoup moins l'école ou le style que le pratiquant lui-même qui créera un bon combattant. Quelqu'un que le style du Muay Thai n'intéresse pas, que l'ambiance de telle école de Systema ou l'attitude de tel instructeur de Krav Maga rebute, ou encore, dont les horaires ultras flexibles des salles de boxes encouragent à la paresse et la remise au lendemain aura nécessairement moins de chance de s'améliorer au combat que celui ou celle qui, deux fois par semaine, pendant 10 ans, se présente à son cours de karaté parce qu'il ou elle a trouvé sa voie. Mon avis est que c'est beaucoup moins une question de techniques ou de styles qu'une question de discipline, de persévérance et de rigueur personnelle et en ce sens, c'est à vous et à personne d'autre de trouver et de combiner tous les éléments nécessaires à votre réussite. Pourquoi le Kyokushin? Parce que c'est la voie qui me convenait le plus, maintenant c'est à vous, et à vous seul, de trouver la vôtre.

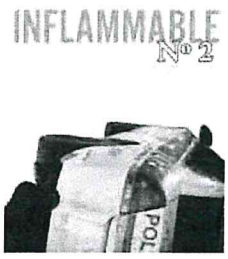
CRITIQUES











Action Sédition –Rapport de Force

On l'attendait depuis trop longtemps déjà! Action Sédition ont commencé à tourner il y a de cela environs un an avec des concerts pour le RASH, le COBP ou encore le Salon du livre anarchiste. Dès leurs premiers concerts, nous les pressions déja d'aller enregistrer. En bons artistes, ils ont su se faire attendre et on ne pourra pas dire que ça n'en aura pas valu la peine. Les 8 pistes de Rapport de Force sont toutes à la hauteur de nos attentes. Des paroles engagées, des refrains accrocheurs et des solos qui nous restent dans la tête pour la semaine. Pour ceux qui ne connaitraient pas, j'imagine que je donnerais le ton juste en me limitant à dire que pour plusieurs, Action Sédition est considéré comme la digne relève de Jeunesse Apatride. Ils ont encore du chemin à faire, mais Rapport de Force ne nous laisse présager que du bon.

Keep The Faith –Hardcore for Skins

Keep the Faith est un groupe Hardcore/Oi! D'Indonésie fondé en 2011. En 2012 ils sortaient un premier EP Hardcore for Skins. Touchant a différents styles de hardcore, ils ont tout de même su aller chercher leurs influences dans différents styles musicaux. Ce sont d'abord des chansons très inspirées par la lignée de ce qu'on pourrait appeler la Oi! États-unienne, avec les riffs agressifs et le ton de la voix du chanteur, on les remercie volontiers d'être allés chercher une petite touche plus Oi! européenne avec des chœurs, notamment dans la chanson The Terrace Heroes. Et bien que je ne sois pas un grand fan des solos ou des riffs plus métal comme on retrouve dans Hardcore fore Life ou encore Get a Life, le tout reste excellent!

Bobbysixkiller -Lonely Road
L'album est sortit en 2011, mais comme au Québec, nous sommes passés à coté, il fallait bien se reprendre! Surtout que ce n'est pas tous les jours qu'on découvre de nouveaux groupes ska-reggae qui valent la peine d'être écoutés! Vous savez le genre de groupes qui peuvent se permettre de partager la scène avec 8 6Crew et Mr Symarip? Bien Bobby Sixkiller est de ce genre de groupe! Avec Lonely Road qui, avait été précédé par un split avec The Branlarians et un premier démo "In Town", le groupe nous fait entendre un ska-reggae mature qui ne se gène pas pour toucher à la Soul et au rock! Ma découverte reggae de l'année.

Foxfire: Confessions d'un gang de filles.
1955. Dans un quartier populaire d'une petite ville des États-Unis, une bande d'adolescentes crée une société secrète, Foxfire, pour survivre et se venger de toutes les humiliations qu'elles subissent des hommes. Avec à sa tête Legs, leur chef adulée, ce gang de jeunes filles poursuit un rêve impossible : vivre selon ses propres lois.
Cette co-production Franco-Canadienne réalisée par Laurent Cantet (Entre Les Murs 2008) nous emmène dans le contexte historique de la dure réalité des jeunes filles de l'époque, de façon très crue et réaliste. En effet le choix des actrice, pour lequel les critères physiques ne semblent pas avoir été premiers, ajoute du réel au film : elles ressemblent a de vraies adolescente et non à des top models de Hollywood. On se laisse emporter par la colère que ces filles ressentent, on a envie de crier "VAS-Y, NE TE LAISSE PAS FAIRE!!!" dans la salle de cinéma, on y croit jusqu'au milieu du film où certains sujets sont laissés ambigus jusqu'à la fin, comme par exemple, la sous entente que les deux personnages principaux seraient lesbiennes, mais qui n'est jamais vraiment claire et qui aurait gagnée à être mieux expliquée. Mis à part cela, Foxfire reste une oeuvre très interressante et mérite plus d'un visionnement.
queenstitt

A.C.A.B. : All Cops Are Bastards
Ce premier long métrage du cinéaste italien Stefano Sollima, fils du grand réalisateur de Western-spaghetti Sergio Sollima, a d'abord le mérite d'avoir un titre sympathique. Il s'agit en fait d'une adaptation d'un roman du même nom, inspiré de faits réels et qui dénonce les dérives de la police italienne, écrit par Carlo Bonini. Bonini et Sollima présentent donc, sur fond de crise sociale, une bande de policiers anti-émeute dans leur quotidien. Le livre, quant à lui, mettait aussi de l'avant le point de vue des «anti-flics», ce qui n'a pas pu être représenté dans le film, faute de temps. Le titre du film fait référence à ce qui semble être le fil conducteur de l'histoire, c'est-à-dire la haine de la police, que ce soit par des manifestants de gauche, des sans-papiers expulsés ou des hooligans d'extrême-droite, tel que vécue par les flics. Ce qui donne lieu à des scènes de confrontation quand même intéressantes. Bref, le réalisateur réussit relativement le pari en ne tombant pas dans le dénigrement facile mais en n'essayant pas non plus d'humaniser les policiers. En effet, dans leur vie personnelle, il ne les représente pas comme les pires salauds, mais ils sont violents avec leur conjointes, autoritaires ou irresponsables avec leurs enfants, n'aiment pas les immigrants et les sans-abris, sont animés par le goût du sang et ne respectent aucune règle. Par ce film, Sollima ne présente pas les tares de la police mais dépeint plutôt la société italienne, traversée par des conflits sociaux importants, où les camps se polarisent et où le fascisme devient banal, surtout dans les forces policières.
Heureusement qu'il y a un bon policier dans la gang pour démontrer qu'ils ne sont pas tous des brutes sauvages (sarcasme)....
A Las Barricadas

Droit de cité
Droit de cité est un petit documentaire fort sympathique pensé par Aspect Mendoza et réalisé par Patparazzi qui se questionne notamment sur le droit de manifester au Québec. Il s'inscrit dans le contexte du printemps dernier qui a été témoin de l'une des plus grande mobilisation populaire et progressiste dans l'histoire du Québec...mais aussi d'une répression inouie. Le documente présente de très belles images, parfois prises dans le feu de l'action. D'abord celles des manifestations et des actions des derniers mois puis d'autres, dégueulasses, qui montrent la répression et la violence policière. Finalement, celles aussi de la résistance, de la détermination et du courage de milliers de personne qui se sont défendus face à cette répression. Le documentaire interview également plusieurs personnes, surtout des acteurs du mouvement, sur les questions de droits humains, de la répression policière et étatique et du profilage politique. Malgré le triste constat sur la situation de la démocratie québécoise, des sentiments d'espoir et de fierté émergent du documentaire à la vue de ce qu'on a réussi à construire dans les derniers mois.
On peut l'écouter gratuitement ici : http://www.fouzoradio.com/videos/1373/1183/droit-de-cite-mais-ou-s-en-va
A Las Barricadas

Don Letts, Culture Clash
Don Letts, réalisateur, musicien, documentariste et historien nous depeint dans cet ouvrage autobiographique, l'explosion de la musique Punk des années 70, de ses acolytes Reggae et Funk et de son successeur Hip Hop . Faisant son entrée dans le milieu punk comme vendeur dans une friperie de Londres très à la mode et comme DJ (au Roxy, où il fût un des premiers a mixer punk et reggae) il fait partie des ces gens qui forgé cette musique et qui à l'aide de celle-cie sont passés à l'Histoire, proche ami des Clash et des Slits, il voyage a travers un épatant mix culturel explorant notamment les début de la contre-culture Hip Hop. Ce livre est une véritable mine d'or culturelle et permet à ceux qui n'en ont pas eu l'occasion de faire des liens entre certains groupes, photos icônes ou vidéos underground de l'époque. L'oeuvre est récitée de façon très détaillée, ce qui la rend très interressante dans son ensemble, mais pouvant rendre certains passages un peu longs et un presque présomptueux. Ceci n'enlève d'ailleurs rien au travail de l'auteur ni à la qualité de son oeuvre. Après tout, Don Letts eût la chance d'être au bon endroit au bon moment et a su tirer avantage de cette chance, qui peut lui en vouloir!
queenstitt

Raggasonic 3
Kif Records, 2012
Qui aurait cru que Raggasonic se reformerait et qu'il nous serait de retour avec un nouvel opus. Big Red et Daddy Mory reviennent à la charge et nous servent encore de bons lyrics dans la même veine que les albums précédents. Des paroles qui évoquent l'identité et qui lancent des flèches aux FN, des paroles qui disent qu'on en a assez de tout ce bordel. Bref des paroles comme on les aime. La musique est entraînante et accro-

cheuse. Il y a plus de dancehall et hiphop que de reggae. Les beats reggae sont un peu trop rapides à mon goût, mais bon l'album s'écoute très bien en loop. Après toutes ces années, la formation Raggasonic reste fidèle à elle-même et reste au top du reggae français. Seul bémol selon moi, c'est l'absence des paroles dans la pochette. Le vinyle contient une track en bonus comparativement au cd. À vous de la découvrir et de vous en faire une idée.
Time Hard

Inflammable no 2
Il s'agit d'un zine qui fait la recension de tous les articles parus sur le site Sabotage Media portant sur la crise sociale qu'a connu le Québec au printemps passé. Le tout est présenté dans une très bonne mise en pages avec énormément de photos. Les textes sont fortement influencés par la mouvance anarchiste insurrectionaliste et ce n'est pas moi qui vais m'en plaindre. Il faut bien passer à l'action à un moment donné. Il s'agit d'un fanzine plus que pertinent pour tous ceux qui s'intéressent à la question que ce soit par nostalgie ou pour approfondir l'analyse afin de faire plus et surtout mieux la prochaine fois.
xrednicx

Girls to the Front : The True Story of Riot Grrrl Revolution
Par Sarah Marcus
Cet ouvrage retrace le parcours de la contre-culture musicale Riot Grrrl dans son imbrication avec les luttes féministes des années 90 aux États-Unis. Il retrace les diverses difficultés, tactiques et contradictions auxquelles les jeunes filles s'identifiant au mouvement ont fait face. Sarah Marcus, de façon très minutieuse, relate plusieurs des événements qui ont animés les filles de l'époque avec tant de vigueur, et dont certains sont intimement liés avec une des effigie du mouvement, Kathleen Hanna, chanteuse de Bikini Kill et Le Tigre.
Je recommande la lecture de ce livre pour toutes ceuzes qui veulent approfondir leurs connaissances sur ce défunt, mais bien toujours vivant dans nos cœurs, mouvement. On en ressort plus éveillé.e sur la complexité de la situation parfois propre aux mouvements sociaux et musicaux qui sont, au niveau historique, trop souvent sur-simplifier. La lecture de ce bouquin se conjuguera très bien avec le documentaire dédié à Kathleen Hanna, The Punk Singer qui sera disponible un peu partout sous peu.
- Marcus, Sarah. 2010. Girls to the Front : The True Story of Riot Grrrl Revolution. Éd. HarperCollins, Coll. Perennial. États-Unis, 367 p.
JSB

Rumpshaker Fanzine, Hardcore Reading. no. 6
Un zine de 146 pages, ça, c'est ce que j'appelle un mégazine. Cela fait plus de 10 ans que Éric Weiss n'avait pas sorti un autre numéro et encore une fois, il s'agit d'une lecture incontournable. Rumpshaker est célèbre pour ses entrevues avec les mères de personnes connues dans la scène punk hardcore et celui ci ne fait pas exception à la règle avec les mères de Walter Schreifels de Gorilla Biscuits et Quicksand, de Dan Yemin de Lifetime et de Chuck D de Public Enemy. Le concept est vraiment intéressant, touchant et instructif à la fois. Nous avons aussi droit à des entrevues avec Chris Wrenn de Bridge 9 Records, Anthony et Ross de Ceremony, Tim Barry, John Joseph et le Dr Michael Greger sur le véganisme, les Queers Kings de Limp Wrist, Mike Judge, Damian de Fucked Up, Meghan de Punch, Mark Beemer de Shirts For A Cure et les gars de Sick of it All. Ce que j'adore de ces entrevues, c'est qu'il s'agit toujours d'une longue et intense conversation, ce qui lui permet d'aborder en profondeurs différentes questions avec ses invités. Nous y retrouvons aussi des petits textes personnels, que ce soit sur son amour pour sa ville New York, sur la vie en général, son Back in the day vs now qui est hilarant pour tous les vieux comme moi, sans oublier le If I could be anyone else for a day de 16 « personnalités » de la scène. Tout cela est fait de manière sensée, réfléchie, brillante et avec une bonne pointe d'humour. Par exemple, un des passages où j'ai le plus rigolé, c'est dans un petit billet sur ce qu'il considère unpunk. Il précise que pour lui, porter des flip-flops ce n'est vraiment pas punk. « What kind of self-respecting punk would ever wear flip-flop? Hell, you can't ever slam dance on them. Or what if you need to kick a fascist? You really think a flip-flop is going to smash fascism? Come on! » Haha, Je suis tellement d'accord avec lui et en plus, ça tombait tellement bien comme lecture d'été au moment où je me justifiais auprès d'une amie en lui disais que je gardais les miennes uniquement pour la plage et la piscine. À travers ces nombreuses pages tous les sujets d'un Old Guy toujours motivé par le punk hardcore y passent, que ce soit l'éthique et le politique, le straight edge, les droits des animaux ou la musique et tout ça d'une manière captivante et inspirante. Oui, c'est un fanzine comme Rumpshaker qui fait que moi aussi après toutes ces années, je suis toujours en amour avec le hardcore.
xrednicx

Band of Mercy, Conquest. Metastasis Records
Les guerriers vegans de Band of Mercy débarquent de nouveau avec leur hardcore métal mélodique et cette fois çi leur but avoué est de conquérir. Je suis bien conscient que ce projet est assez «vegan inside joke» et que ce 7" ne semble s'adresser qu'aux convertis vegan avec ses paroles englobant tout ce qui concerne les aspects culturels de la libération animale. Mais, ils me font tellement rire avec leurs textes second degré à prendre avec un grain de sel. Pour tous ceux qui ont une sensibilité pour la lutte de libération animale et qui aiment l'humour noir. Vegan Power.
xrednicx

La Bella, Recomposition. Valley Press records
Ce 7" est ma révélation de l'été 2012. La Bella mélangent habillement la politique, le hardcore, le art punk et des éléments jazz. Leur musique est donc technique, défoulante, inspirante et innovatrice, tandis que leurs textes coups de poing soutenus par une voix émotive remplie de rage sont solidement ancré à gauche. Je considère qu'ils sont les dignes continuateurs de ce courant musical portés dans les années 90 par de nombreux groupes que nous pouvions retrouvé sur les labels Ebullition et 31G comme Struggle et Swing Kids. Un mot pour décrire ce disque : essentiel.
xrednicx

No for An Answer, It makes me sick. TKO Record
Ce trois titres s'inscrit clairement dans la vague des papis provenant de groupes hardcore cultes de la fin des années 80 qui se réforment par plaisir et nostalgie. Ce qui est arrivé à No For An Answer ressemble clairement à : « Quand on se fait offrir des concerts réunions, il faut bien répéter, non? Alors, on refait des

vieilles chansons, des reprises et même des nouvelles compositions ». Nous y retrouvons donc une reprise de Unity, une chanson composée en 1987, mais jamais enregistrée et une nouvelle composition. Bien que son intérêt principal fut de me motiver à remettre leurs précédents disques, qui restent des classiques du genre, sur mon tourne-disque, ce 7" reste malgré tout assez bon.
xrednicx

Rape Revenge, Paper Cage. To Live A Lie
Rape Revange est un groupe vegan straight edge queer feministe. Ils écrivent donc, entre autres, des paroles portant sur la question queer, le droit des femmes, contre l'exploitation sexuelle des enfants, le veganisme et l'anarchie sur un fond punk hardcore très rapide, énergique et enragé. 16 chansons en 15 minutes, ça vous donne une idée. Une vraie rafale d'AK 47 transperçant le silence terne et apathique de ce capitalisme qui alimente le confort de l'indifférence.
xrednicx

The Prowlers, Hate Us. Mad Butcher Records
Les Prowlers sont de retour et ils sont plus forts que jamais. Il s'agit toujours de oi sans concession, rude, mais mélodique, sans oublier la petite touche reggae avec une voix légèrement rauque des plus efficace, qui s'allie à merveille avec leurs paroles directes et irrévérencieuses. Je ne peux m'empêcher de noter que sur la photo du groupe, ils sont fidèles à leur image traditionnelle que nous adorons, soit le sourire aux lèvres et le petit air baveux, sans oublier la bouteille d'alcool à la main. Montréal Anti-Racist Skinheads Oi, Oi, Oi!
xrednicx

Street Dogs, GOP.
Il s'agit d'une carte postale distribuée à 20 000 exemplaires durant les événements organisés par le Parti républicain pendant la dernière élection aux États-Unis. GOP fait référence au Great Old Party, le surnom donné au Parti républicain. Nous retrouvons donc au recto la chanson GOP en faible qualité sonore, c'est quand même sur du carton. GOP est en fait une reprise de GLC enregistré en 1978 par de Menace quand le Great London Council essaya de bannir les concerts punks à Londres. Le verso est un texte à connotation politique appelant à plus d'action et de compassion morale, politique et économique. Certains peuvent accuser Street Dogs de réformisme, de trade-unionisme, voir même de protectionnisme économique, mais juste m'imaginer un vieux réactionnaire républicain mettre ça sur sa vieille table tournante, entre deux disques de Ted Nugent, et entendre GOP is full of shit, shit, shit, shit, shit, sur fond de street punk, ça me fait chaud au coeur. Maintenant disponible sur 7" avec un bon son.
xrednicx

Strife, Witness a Rebirth. 6131 Records.
Strife nous reviennent avec un nouvel album après des années de silence. Il était temps. Et ici, nous ne pouvons parler de reformation puisqu'ils ont continué à faire des concerts quelques fois par années, mais sans jamais offrir de nouveau matériel. Ils n'ont pas changé et c'est parfait comme ça. Toujours un hardcore générique énergique et percutant. Pourquoi transformer une recette gagnante? Ok, ils ne sont plus tous straight edge, mais quand ils font leur chanson sxe, ils demandent à un sxe kid de venir la chanter. Moi, ça me va et je ne bouderais pas le plaisir que j'ai à les écouté puisqu'ils sont toujours aussi bons que la première fois que je les ai vu en 1994.
xrednicx

Swing Kids. 31G
Quoi, Swing Kids ont sorti un nouveau 7". Ils se sont reformés? Mais non, une autre fausse bonne surprise du à des concerts réunions. Pour ce deux titres, nous avons droit à une chanson revisitée et à une nouvelle composition issue du plaisir de rejouer ensemble. Toujours dans la ligné hardcore punk artistique jazzé qui les caractérisait, ils nous prouvent qu'ils restent quand même les maîtres incontestés de ce style.
xrednicx

Mystery Man / Pama Dice. Kerinou Bootboy Records
Deux rares titres de pure skinhead reggae. Pour le premier côté, nous avons droit au célèbre Skinheads are Wrecking the Town datant de 1969 que je n'avais entendu auparavant qu'en format mp3 d'assez mauvaise qualité. Le chanteur reste un mystère, mais il s'agirait de Winston Groovy qui travaillait à l'époque avec Laurel Aitken. Groovy a enregistré, entre autres, la version reggae de Funky Chicken en 1969 et Please Don't Make Me Cry en 1970. En fait, il s'agit d'une version de Shanty Town de Desmond Dekker avec des paroles fantasmées purement skinhead, comme son nom l'indique très bien. Comme deuxième côté, nous avons droit à Leave Pum Pum de Pama Dice. Une chanson difficilement accessible à l'époque en raison de ses paroles à connotation sexuelle du genre : «n'essaye pas de briser une chate, la chate te brisera (..) même si tu la fouettes violement». En 1970, ça pouvait effectivement choquer, mais de nos jours ce sont des paroles carrément sans intérêt qui ne font que démontrer le machisme et le sexisme qui pouvait être présent à l'époque dans le reggae. Nous sommes loin de l'humour noir des chansons salaces de Judge Dread. Il s'agit quand même d'une pièce musicalement intéressante qui peut nous faire danser avec facilité.
xrednicx

Oi Polloi / Appalachian Terror Unit. Profane Existence
Oi Polloi font partie de ces vieux groupes punks qui ne changent pas. Pourquoi changèrent-ils puisqu'ils ont une recette gagnante que nous adorons à en redemander encore et encore. Nous avons ici droit à un titre en anglais, un autre en finlandais et un dernier en gaélique. Ces anarchopunks d'origine écossaise vieillissent très bien et ils sont toujours aussi pertinents et percutants. Appalachian Terror Unit font, quant à eux, un hardcore crust punk qui s'allie très bien avec Oi Polloi. Un split digne d'une trame sonore d'action directe.
xrednicx

Mayday - Excepté une fois à Verdun
Le premier EP du groupe montréalais MAYDAY m'a beaucoup impressionné. Ils ont tout pour plaire; un son de Oi rude mélangé avec des mélodies nostalgiques, une voix originale et des paroles accrocheuses, ainsi qu'un drum constant et agressif. La chanson « You have my back » est même devenue ma sonnerie de téléphone! Nous avons pu voir la formation donner d'excellents concerts, que ce soit avec Hardskin ou au DeathHouse, et il est évident que Mayday sait comment faire bouger la place! Récemment, nous avons pu d'ailleurs entendre une de leur nouvelle composition qui s'intitule "Hooligan", ce qui donne un très bon avant-goût de leur prochain album!
Pooki